
March 2026

POLICY RECOMMENDATIONS TO NATIONAL, REGIONAL AND LOCAL GOVERNMENTAL AND ADMINISTRATIVE INSTITUTIONS (POLICY BRIEFS)



The project ECOEMPOWER - ECOsystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.



Co-funded by the
European Union

TECHNICAL REFERENCES

Project Acronym	ECOEMPOWER
Project Title	ECOsystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities
Funding Programme	LIFE 2027
Call	LIFE-2022-CET
Topic	LIFE-2022-CET-ENERCOM
Project Coordinator	Cinzia Morisco (FBK), cmorisco@fbk.eu
Project Start Date	September 1 st , 2023
Project End Date	August 31 st , 2026
Project Duration	36 months
Project ID	101120775

Deliverable No.	D4.5
Dissemination Level	PU - Public
Work Package	WP4
Task	T4.4
Lead Beneficiary	Eza!
Author(s)	Johanna Vordemfelde (eza!)
Contributing Beneficiaries	ACV, PAT, EAZK, ROCG
Reviewer(s)	All national partners
Due Date of Deliverable	31st of March 2026
Actual Submission Date	30th of June 2026

REVISION AND HISTORY CHART

Version	Date	Editors	Comment
Draft Policy Brief 1	13.03.2025	All national partners	First version to be checked by partners
Final Policy Brief 1	02.04.2025	Johanna Vordemfelde	Final version, officially published at Online Knowledge Conference
Draft Policy Brief 2	05.11.2025	All national partners	First version to be checked by partners
Final Policy Brief 2	18.11.2025	Johanna Vordemfelde	Final version, officially published at Online Knowledge Conference
Draft Policy Brief 3	08.04.2026	All national partners	First version to be checked by partners
Final Policy Brief 3	16.06.2026	Johanna Vordemfelde	Final version

DISCLAIMER

The opinion stated in this report reflects the opinion of the authors and not the opinion of the European Commission. The European Union is not liable for any use that may be made of the information contained in this document.

This document will be made available for use and download on the ECOEMPOWER website under a Creative Commons license . It will be used the CC BY 4.0 DEED | Attribution 4.0 (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). This license enables reusers to distribute, remix, adapt, and build upon the material in any medium or format, so long as attribution is given to the creator.

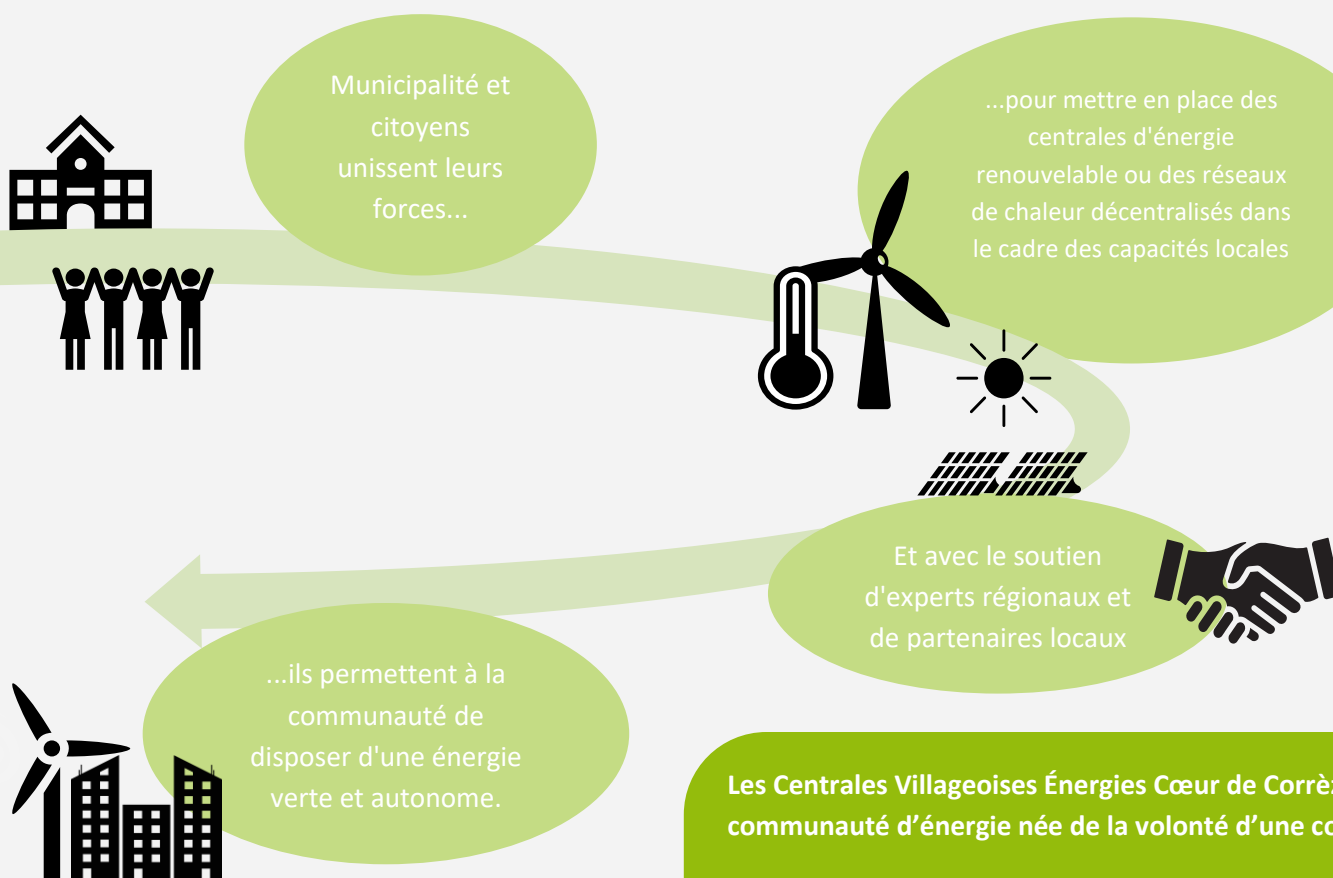
All ECOEMPOWER consortium members are committed to publish accurate and up to date information and take the greatest care to do so. However, the ECOEMPOWER consortium members cannot accept liability for any inaccuracies or omissions, nor do they accept liability for any direct, indirect, special, consequential, or other losses or damages of any kind arising out of the use of this information.

Mobilisation citoyenne : Exploration des dimensions juridiques, sociales et techniques des communautés d'énergie

Les Communautés d'Energie rassemblent des particuliers, des municipalités et/ou des entreprises qui s'unissent autour du potentiel des énergies renouvelables électriques ou thermiques. Ce concept permet aux collectivités locales d'être actrices du déploiement des énergies renouvelables électriques et thermiques à l'échelle de leur territoire, en fonction des potentiels dont elles disposent.

Les Communautés d'Energie permettent également aux citoyens de produire, stocker et, idéalement, consommer collectivement de l'énergie verte.

Les Communautés d'Energie sont appuyées par le soutien d'experts régionaux et de partenaires locaux, qui accompagnent les citoyens et les municipalités dans la mise en place de leurs projets énergétiques.



Les Centrales Villageoises Énergies Cœur de Corrèze : une communauté d'énergie née de la volonté d'une commune

En Corrèze, la communauté d'énergie **Énergies de Corrèze** est née de l'impulsion de la commune de Naves, qui souhaitait développer une production d'énergie renouvelable partagée avec les citoyens. En 2024, elle a installé une centrale photovoltaïque qui permet aujourd'hui d'alimenter en électricité plusieurs bâtiments communaux.

[En savoir plus](#)



La pertinence des communautés d'énergie pour votre contexte local

Les principaux avantages d'une fourniture d'énergie locale et indépendante grâce à une communauté énergétique sont :

- **Indépendance** vis-à-vis des entreprises de combustibles fossiles et réinvestissement des profits au bénéfice des citoyens et des municipalités pour des projets locaux
- **Tarifs plus accessibles** pour l'énergie verte produite localement
- Incitations à l'**utilisation optimale des pics de production** liés à l'intermittence de l'énergie éolienne et solaire
- **Option d'investissement vert** et garantissant une répartition des **retombées économiques au profit des acteurs locaux**
- **Transparence et participation démocratique** au sein de la Communauté d'Énergie, dans une logique inclusive. Mise en place d'actions de sensibilisation et de lutte contre la précarité énergétique.
- Grâce à une approche globale incluant des actions éducatives et des campagnes d'information, les citoyens peuvent non seulement mieux comprendre leur approvisionnement en énergie, mais aussi s'engager dans des mesures d'économie d'énergie.

Contexte juridique

En France, le cadre juridique des Communautés d'Énergie a été façonné par la **transposition des directives européennes dans le droit national**. Le pack législatif européen de 2019 "L'énergie propre pour tous les Européens" a introduit les concepts de **Communautés d'Énergie Renouvelable (CER)** et de **Communautés d'Énergie Citoyenne (CEC)**, reconnaissant le rôle actif des acteurs locaux dans la transition énergétique.

En décembre 2023, la France a finalisé la définition de ces communautés dans son Code de l'Énergie, en soulignant leur objectif de **fournir des bénéfices environnementaux, économiques ou sociaux** à leurs membres ou aux territoires locaux, plutôt que de privilégier les profits financiers. Cette reconnaissance juridique facilite la **participation des citoyens, des autorités locales et des petites entreprises dans des projets d'énergie renouvelable**, favorisant l'engagement local et la production d'énergie décentralisée.

Formes juridiques des communautés d'énergie en France

Ci-dessous, nous listons plusieurs formes juridiques¹ que peuvent avoir les communautés d'énergie.

Société par Actions Simplifiée (SAS)

- La SAS est l'option statutaire la plus prisee par les collectifs citoyens. Elle bénéficie d'une grande liberté contractuelle et de la possibilité pour les collectivités d'être présentes au capital de la société (si < à 50%)
- La souplesse dans l'écriture des statuts permet d'intégrer des principes inspirés d'un fonctionnement coopératif
- Chaque membre dispose d'un droit de type coopératif (1 personne = 1 voix) ou semi coopératif (mode proportionnel avec plafonnement)
- Réserve légale des bénéfices de 5% obligatoire

Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC)

- Les SCIC constituent des sociétés commerciales (SARL, SA ou SAS) avec une particularité : les principes du droit coopératif s'y appliquent.
- Le multisociétariat est une caractéristique essentielle de la SCIC, qui doit comporter au moins 3 catégories correspondant à 3 types de sociétaires différents : 1) des salarié.e.s ou des producteurs de biens et services, 2) des bénéficiaires (clients, fournisseurs, bénévoles...), 3) un troisième type d'associé
- Principe du pouvoir donné aux personnes et non au capital, selon la règle « une personne = une voix » (tout en pouvant pondérer les droits de vote par l'utilisation de collègues)
- 57,5% des bénéfices en réserve chaque année pour réinvestir dans d'autres projets

Société Anonyme (SA)

- La SA est une structure plus complexe, souvent choisie pour des projets de grande envergure nécessitant des financements importants
- Le capital minimum est de 37 000 €, réparti en actions, et les actionnaires ont un droit de vote proportionnel à leur part
- Les bénéfices peuvent être distribués sous forme de dividendes
- Ce modèle convient aux projets ayant un objectif commercial avec une gestion centralisée par un conseil d'administration

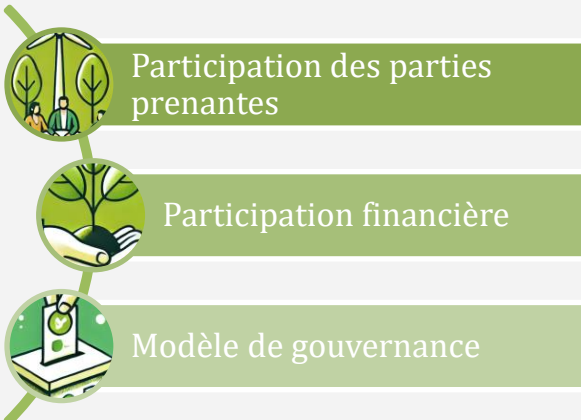
Association (loi 1901)

- L'association est la forme juridique la plus simple et la plus accessible, sans exigence de capital de départ
- Elle permet une gouvernance participative, avec un droit de vote égal pour tous les membres
- Cependant, une association ne peut pas mener de projets de production d'énergie renouvelable à but lucratif. Elle est principalement utilisée pour des actions d'intérêt général, de sensibilisation ou de coopération locale dans le cadre de la transition énergétique.

¹ https://erneuerbare-energie-gemeinschaften.de/legislation_type/rechtsform-der-energiegemeinschaft/

Dimensions de la participation

Lors de l'exploration du sujet des communautés d'énergie, les acteurs pourraient vouloir considérer ces trois dimensions de la participation :



Participation des parties prenantes

Une Communauté d'Énergie repose sur plusieurs acteurs situés, dont la participation est ouverte et volontaire. Principalement, on y retrouvera les collectivités locales, les PME, et les citoyens. Les grandes entreprises ne peuvent pas participer aux Communautés d'énergie telles que définies dans le droit français.

Les citoyens participent généralement dans un contexte bénévole, apportant du temps pour faire avancer les projets et du capital privé pour les financer. En revanche, les PME ou les municipalités sont plus susceptibles de mettre à disposition des toitures, d'aider au financement des études, de fournir du personnel ou de l'expertise.

En ce qui concerne la vision partagée d'une Communauté d'Énergie, les motivations peuvent varier selon les acteurs : certains privilégient l'intérêt économique, d'autres l'impact social ou environnemental.

Participation financière

La participation financière des membres des Communautés d'Énergie passe le plus souvent par une souscription au capital de la société (notons toutefois qu'une Communauté d'énergie peut prendre d'autres formes qu'une société, en étant constituée sous forme d'association par exemple). La souscription directe au capital de la société locale donne un droit d'accès à la gouvernance, et une éventuelle rémunération du capital investi.

Il existe également la possibilité pour les parties prenantes d'investir via des structures d'intermédiation, tels que les Clubs d'investisseurs, les foncières ou les sociétés d'économie mixte.

Modèles de gouvernance

La gouvernance d'une Communauté d'Énergie définit comment les acteurs sont impliqués, informés et prennent des décisions. Notons que le cadre réglementaire prévoit que le contrôle effectif de la Communauté d'Énergie doit être détenu par des acteurs situés dans le département ou les départements limitrophes aux projets portés.

ECOEMPPOWER



Le projet ECOEMPPOWER - ECOsystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities reçoit un financement de l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA) dans le cadre de l'accord de subvention n°101120775.

I cittadini protagonisti: scopri la dimensione legale, sociale e tecnica nelle comunità di energia rinnovabile

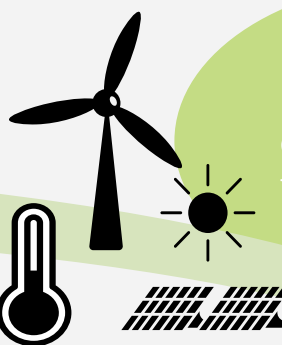
Una Comunità di energia rinnovabile nasce quando private cittadini, associazioni, piccole e medie imprese enti locali, religiosi e senza scopo di lucro di un territorio si mettono assieme costituendo un soggetto giuridico per generare e condividere energia rinnovabile. In questo modo i membri di questa configurazione, attraverso uno scambio virtuale, riescono a generare un beneficio economico determinato dal consumo di energia nel momento giusto, quando gli impianti consumano.

Chi produce continua a vendere l'energia, chi consuma continua a pagare le bollette, ma se si consuma nel momento giusto si genera un incentivo che arriva alla Comunità energetica. I soci possono decidere come utilizzare questi fondi, ripartendoli tra i vari membri oppure utilizzandoli per scopi comuni.

Come funziona? Proviamo a raccontarlo in maniera semplice!



Cittadini, associazioni, Comuni e PMI di un territorio si mettono assieme...



...per realizzare impianti di produzione di energia da fonti rinnovabili in un territorio sotteso ad una cabina primaria.

Consumando l'energia nel momento in cui gli impianti producono, generano un incentivo.



I soci della comunità energetica decidono come usare questi fondi ripartendoli tra i membri o usandoli per scopi di sviluppo locale

Una buona pratica: La Buona Fonte a Riccomassimo

A Riccomassimo, frazione del comune di Storo, nel 2021 è nata una Comunità di energia rinnovabile in via sperimentale. Attraverso un accordo con il consorzio elettrico locale CEIS è stato realizzato un impianto di 18 kW sulle ex scuole. La Comunità energetica, nata come associazione, raccoglie 25 utenze e usa gli incentivi per scopi comuni a favore del paese.



Il ruolo delle comunità di energia rinnovabile a livello locale

I benefici della produzione locale di energia rinnovabile attraverso le comunità energetiche sono.

- **Incremento** delle fonti di energia rinnovabile attraverso la partecipazione attiva dei cittadini e delle comunità locali.
- **Generazione di incentivi** utilizzabili per scopi economici, ambientali e sociali a favore delle fasce deboli e della comunità.
- Incentivo alla consapevolezza locale rispetto a **produzione e consumi responsabili**, contribuendo al bilanciamento della rete elettrica attraverso un cambio di abitudini legato alla fonte energetica.
- Sviluppo **di investimenti locali in fonti di energia rinnovabile** e coinvolgimento di imprese e cittadini nella transizione energetica
- Attraverso il coinvolgimento diretto dei cittadini si garantisce **partecipazione, trasparenza e gestione locale delle iniziative** oltre ad attenzione alle fasce deboli e alla **povertà energetica**.

Attraverso un approccio olistico, che include attività educative e campagne di informazione, i cittadini non solo possono diventare più consapevoli ma anche essere protagonisti delle misure di risparmio energetico.

La legislazione europea incoraggia gli Stati membri a creare un ambiente favorevole per le comunità energetiche e a rimuovere le barriere alla loro partecipazione al mercato energetico

Per le informazioni relative alle norme dei singoli stati si può far riferimento al documento [ReScoop Transposition Tracker](#) che traccia il recepimento delle regole comunitarie da parte dei singoli stati.

Nella normativa italiana, le Comunità di energia rinnovabile, dopo un primo periodo transitorio, sono state definite dal Decreto Legislativo 199/2021. Solo però dal 2024 con l'emissione dei decreti attuativi e delle regole operative, queste iniziative hanno potuto diventare operative nella forma definitiva.

Il meccanismo italiano, a differenza degli altri stati, si basa sullo **scambio virtuale** di energia consumata e prodotta nella stessa ora e misurata attraverso i contatori smart 2.0 in un territorio sotteso ad una **cabina primaria**. Non entrando nel mercato dell'energia, questo sistema fa in modo che **l'incentivo e i benefici arrivano direttamente alla comunità** che decide come utilizzarlo, o ripartendolo tra i membri o usandolo per scopi comuni.

L'incentivo è erogato da GSE ed è **composto da parametri vari** che tengono conto della posizione geografica, dell'efficienza della Comunità energetica, del prezzo zonale dell'energia e di eventuali sussidi pubblici già ricevuti per l'impianto. La Comunità energetica deve avere **una durata nel tempo di almeno 20 anni** e basarsi su impianti di nuova costruzione.

Contesto giuridico

Forma giuridica di una comunità energetica

La normativa non prevede una forma giuridica specifica per le comunità di energia rinnovabile. Tuttavia essendo necessaria una forma che garantisca il controllo diretto da parte dei soci, una flessibilità di entrata e uscita e un approccio senza scopo di lucro, vi sono alcune forme che meglio si prestano allo scopo. Inoltre cambia molto in relazione alla partecipazione diretta da parte degli enti pubblici.

Associazione non riconosciuta

- La più semplice delle forme, ha il vantaggio di essere economica e veloce da fondare;
- L'entrata e uscita dei soci è snella e la partecipazione è garantita;
- Ha una forma patrimoniale imperfetta per cui risponde direttamente il presidente con il proprio patrimonio;

Associazione riconosciuta

- Flessibilità in ingresso e uscita dei soci e partecipazione garantita;
- Ha autonomia patrimoniale perfetta: delle obbligazioni assunte in nome e per conto dell'ente, risponde esclusivamente il patrimonio dello stesso;
- Possibilità di evolvere, mediante trasformazione, verso forme più strutturate, anche a carattere societario;
- Necessita di un capitale sociale minimo per essere costituita;
- Ha un processo di costituzione più complesso con atto pubblico e iscrizione al registro delle persone giuridiche private;

Consorzio o forme consortili

- Forma giuridica più conforme a comunità energetiche costituite da Comuni o imprese;
- Modalità di costituzione più complesse che prevedono un atto pubblico;
- iscrizione al registro delle imprese;
- entrata e uscita dei membri meno agile;

Cooperativa e Cooperativa di comunità

- Flessibilità in ingresso e in uscita;
- Forma giuridica che ben si sposa con gli obiettivi di flessibilità e di partecipazione;
- Cooperativa di comunità ha obiettivi definiti e partecipazione facilitata per enti pubblici;
- Maggiore complessità di formazione (minimo di capitale e soci) e costi di gestione più alti;
- Una stabilità che ben si adatta ad iniziative grandi e ad investimenti di capitale;

Altre forme, meno comuni ma comunque possibili possono essere le Fondazioni di partecipazione e le società di capitale con qualifica benefit.

La partecipazione di enti pubblici è possibile, tuttavia è necessario un preventivo parere della Corte dei Conti per giustificare sia la compatibilità giuridica che la forma scelta con il fine pubblico dell'ente.

Dimensioni della partecipazione

Quando si esplora il tema delle comunità di energia rinnovabile si deve tener conto di governare tre tipologie di partecipazione:



Partecipazione dei portatori di interesse

Nella formazione di una comunità energetica è essenziale **coinvolgere i portatori di interesse del territorio**. In funzione del loro ruolo, differenti iniziative, idee, modalità di interazione e capacità di azione possono essere sviluppate. Attori fondamentali in questo tipo di iniziative sono **le amministrazioni comunali, le piccole e medie imprese locali, le associazioni locali e i cittadini**. In questo contesto i cittadini e le associazioni possono essere **fondamentali nel creare il gruppo** anche attraverso la messa a disposizione a titolo di volontariato di tempo e risorse. Le imprese hanno **capacità di finanziare gli impianti** realizzandoli per le proprie necessità e mettendo a disposizione l'energia non consumata per la comunità. I Comuni possono condividere competenze specifiche ma anche dare **credibilità e autorevolezza** a queste iniziative nate dal basso.

Partecipazione finanziaria

Prima di una comunità di energia rinnovabile va proposta una **attenta analisi finanziaria per**

garantirne la sostenibilità dal punto di vista economico. Pur con molte incognite, senza un'idea chiara dei costi la CER potrebbe non avere successo.

Per finanziare gli impianti ci possono essere varie possibilità: il **finanziamento diretto da parte della comunità energetica**, anche attraverso l'ottenimento di incentivi dedicati come i fondi PNRR o attraverso l'auto finanziamento o il **crowdfunding**. **L'impianto può essere anche realizzato da un produttore terzo** (interno o esterno alla CER) e messo a disposizione della comunità. È il caso di un'impresa che condivide l'energia non consumata, di un costruttore che **mette a disposizione l'energia per la condivisione** vendendo quella prodotta o di singoli utenti che mettono in rete i propri impianti familiari.

Modelli di governance

In una Comunità energetica ogni socio ha un ruolo attivo, prevedendo **una governance partecipativa**. Con questo modello il processo decisionale richiede tempo e necessità di discussione e comprensione da parte dei membri meno addetti ai lavori. Tuttavia **il coinvolgimento dei cittadini è alla base del sistema** e garantisce trasparenza, rafforzando il legame con la comunità locale.

ECOEMPPOWER



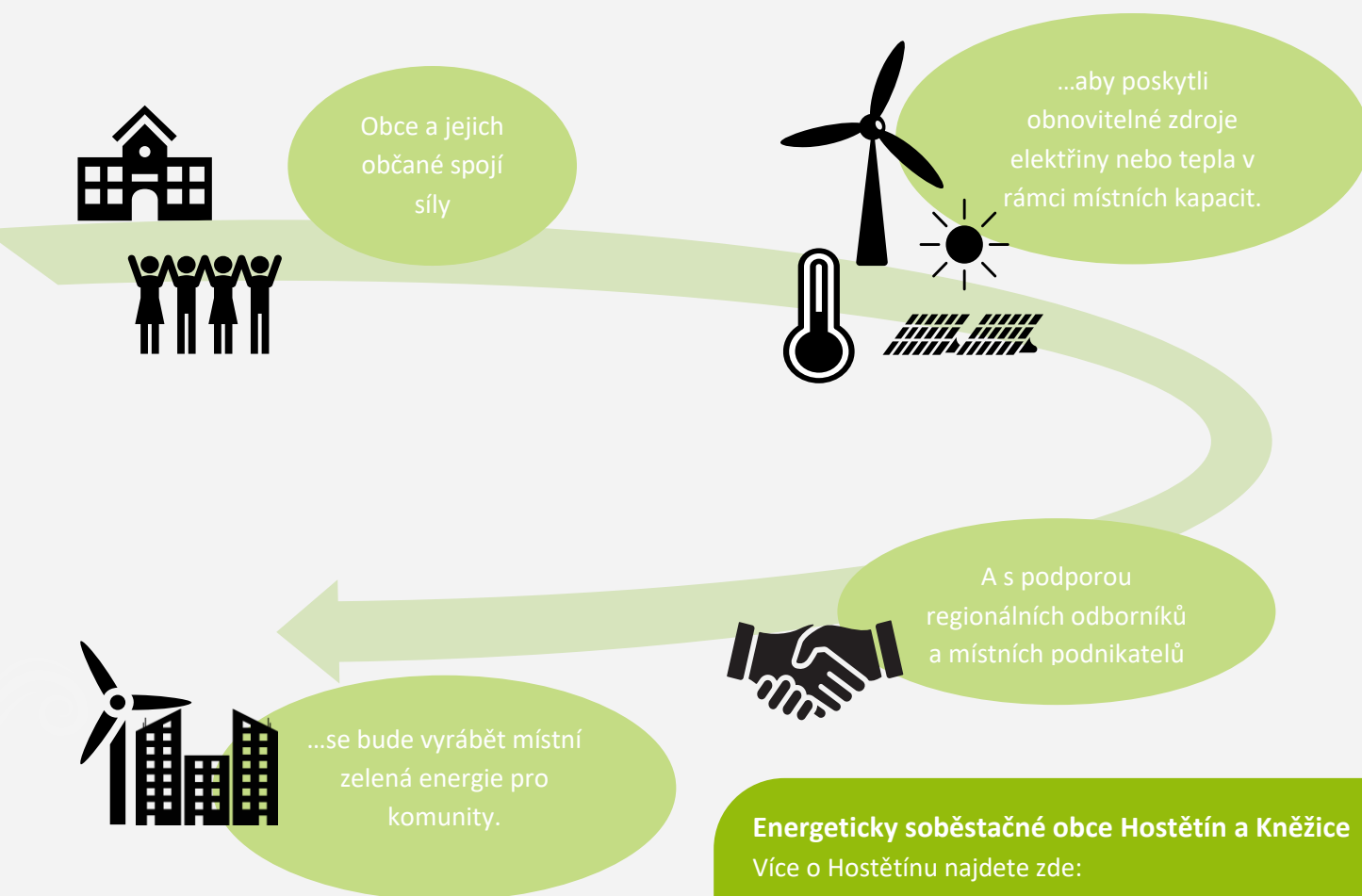
The project ECOEMPPOWER - ECOSystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.

Zapojení občanů: Právní, sociální a technické aspekty v energetických komunitách

Energetické komunity vznikají, když soukromé osoby, obce a/nebo společnosti spojí své síly v zájmu využití potenciálu obnovitelných zdrojů energie v oblasti tepla nebo elektřiny. Občané tak mohou společně vyrábět, skladovat a v ideálním případě i využívat zelenou energii. Tento koncept umožňuje komunitám rozhodovat o zdroji jejich energie, využívat

finanční pobídky prostřednictvím autonomní výroby, decentralizovat energetický systém jako celek a posílit postavení spotřebitelů energie jako uvědomělých energetických prosumerů.

Energetické komunity se mohou zapojit do tepelných sítí i do výroby elektřiny. Jak to funguje? Je to poměrně snadné!



Energeticky soběstačné obce Hostětín a Kněžice

Více o Hostětínu najdete zde:

<https://plus.rozhlas.cz/energeticky-sobestacna-obec-hostetin-8843310>

Více o Kněžicích:

<https://www.ceskatelevize.cz/porady/15573513054-dodejme-si-energii/223562220570004/>

<https://plus.rozhlas.cz/komunitni-energetika-knezice-razi-energetickou-sobestacnost-a-maji-i-elektrinu-9222940>

Význam energetických komunit pro místní rozvoj

Klíčové výhody místního a nezávislého zásobování energií:

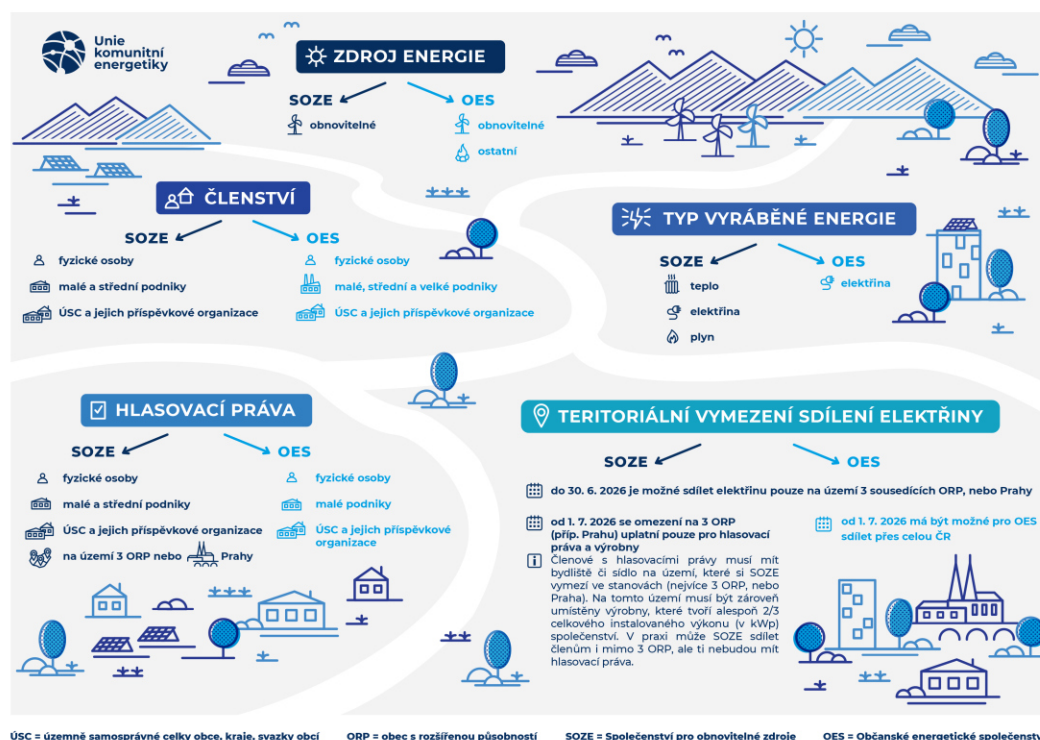
- **Nezávislost** na fosilních palivech a přesměrování zisků občanům/obcím k místním investicím.
- **Nižší cenové hladiny** v rámci výroby místní zelené energie.
- Pobídky k **optimálnímu využití výrobních špiček** vznikajících v důsledku nestálých dodávek energie z větrných a solárních elektráren.
- Bezpečné **místní možnosti zelených investic**, které umožní místním občanům zapojit se do kapitálových zisků.
- Prostřednictvím kulatých stolů, diskusí a facilitace v rámci celé komunity projekty podporují **transparentnost a demokratickou účast**, jakož i možnost **zapojení menšin** do diskuse o energetické chudobě.

Pomocí celostního přístupu, který zahrnuje vzdělávací aktivity a informační kampaně, se občané mohou nejen lépe informovat o svých dodávkách energie, ale také se zapojit do energeticky úsporných opatření.

Právní rámec a typy společenství

Evropské právo podporuje členské státy, aby vytvářely příznivé prostředí pro energetická společenství a odstraňovaly překážky jejich účasti na energetickém trhu. Informace o jednotlivých státech naleznete na portálu [ReScoop Transposition Tracker](#), který poskytuje aktuální informace o legislativě a pokroku všech evropských zemí.

Rozdíly mezi dvěma typy společenství, občanské energetické společenství a společenství pro obnovitelné zdroje, jsou uvedeny na obrázku.



Právní formy energetických společenství

Bez založení právnické osoby není možné společenství registrovat u Energetického regulačního úřadu (ERÚ). Aby byly splněny všechny požadavky evropského práva, musí právní forma umožňovat:

1. Otevřenost a dobrovolnost členství,
2. jiný primární účel než vytváření zisku – environmentální, hospodářské nebo sociálně společenské přínosy,
3. výkon účinné kontroly ze strany malých podniků, fyzických osob nebo místních orgánů v OES nebo v případě SOZE kontrolu členy v blízkosti projektu.

Níže jsou uvedeny právní formy, které nejlépe splňují výše uvedené podmínky:

Spolek

- Ideální pro menší projekty s nenáročnou administrací.
- Sdružení může být založeno a fungovat bez počátečního kapitálu, přičemž může přijímat členské příspěvky na činnost sdružení.
- Pravidelná valná shromáždění zajišťují výměnu názorů mezi členy.
- Strukturu řízení lze určit flexibilně.
- Tato právní forma má největší smysl pro podporu místní energetické transformace (např. prostřednictvím spolupráce, vzdělávacích činností nebo jiných neziskových aktivit), ačkoli není ideální pro investování do zařízení.
- Podnikání může být pouze vedlejší činnost a členům nesmí být vyplácen žádný zisk.

Družstvo (vč. bytového a sociálního družstva)

- Družstvo vytváří kapitál prodejem družstevních podílů, přičemž není nutný počáteční kapitál.
- Členem se člověk stane koupí družstevního podílu.
- Každý člen má stejné hlasovací právo; prostřednictvím valných hromad rozhodují členové kolektivně.
- Členové neručí za dluhy družstva.
- Třetina zisku může být v souladu s energetickým zákonem rozdělena mezi členy – nutné mít nakládání se ziskem ve stanovách.

Společnost s ručením omezeným

- Administrativně náročnější, pravděpodobně nutná odborná právní pomoc.
- Atraktivnější pro finančně silné projekty – umožňuje větší kontrolu nad projektem.
- Váha hlasů závisí na výši podílu s omezením stanoveným v energetickém zákoně – max 10 % hlasovacích práv, případně poměrně více při méně než 10 společnících.
- Tato právní forma je výhodná při vysokých investicích, akumulaci kapitálu a nutnosti půjček.
- Obvykle realizuje škálovatelné projekty, kdy míra účasti občanů je poměrně nízká.

Rozměry účasti



Zainterесované strany

Při zvažování myšlenky založení energetické komunity jsou zásadní zúčastněné strany. V závislosti na nich se mohou vyvinout různé podněty, myšlenky, vzorce chování a kapacity. Klíčovými zúčastněnými stranami, které je třeba vzít v úvahu, jsou **obce, místní malé a střední podniky (MSP)** v oblasti energetické infrastruktury a **občané**. Vzhledem ke zdrojům, které mohou jednotlivé zúčastněné strany investovat, se občané obvykle účastní v rámci dobrovolnictví, přinášejí volný čas a soukromý kapitál. Naproti tomu malé a střední podniky nebo obce spíše poskytují personál a odborné znalosti. Pokud jde o společnou vizi energetického společenství, zvažte, že různé zúčastněné strany mohou mít různou váhu pro pobídky jako jsou peněžní, sociální nebo environmentální hodnoty.

Finanční modely

Pokud jde o finanční účast, zúčastněné strany mohou zvažovat různé typy investic. **Přímé investice** mohou mít podobu nákupu do spolku nebo vlastnictví akcií společnosti a často jsou doprovázeny výnosem. **Skupinové financování**

(Crowdfunding) je investice skupiny lidí, která slibuje budoucí příjem z budoucích služeb (např. kredity na elektřinu). Prostřednictvím **skupinových investic** může zainteresovaný občan investovat účelově do konkrétního projektu. Existuje několik způsobů, jak lze tyto formy investic kombinovat. Kromě toho existují možnosti **veřejného financování**, jako jsou veřejné prostředky, dotace a daňové úlevy, které je třeba zvážit pro konkrétní případ.

Modely řízení

Model řízení energetického společenství popisuje **strukturu, jak jsou zúčastněné strany zapojeny, informovány a schopny rozhodovat**. Zvolená struktura řízení bude mít proto zásadní význam pro organizaci komunity, a to i pokud jde o rozdělení úkolů. **Rozhodovací procesy mohou trvat dlouho a budou vyžadovat diskusi**. Některá energetická společenství proto volí specifické právní formy, najímají klíčové zaměstnance nebo se rozhodnou pro hierarchii, která umožňuje efektivnější rozhodování. Zohlednění **organizační struktury a hlasovacích práv** je klíčové pro transparentní rozhodovací proces a předcházení konfliktům.

ECOEMPOWER



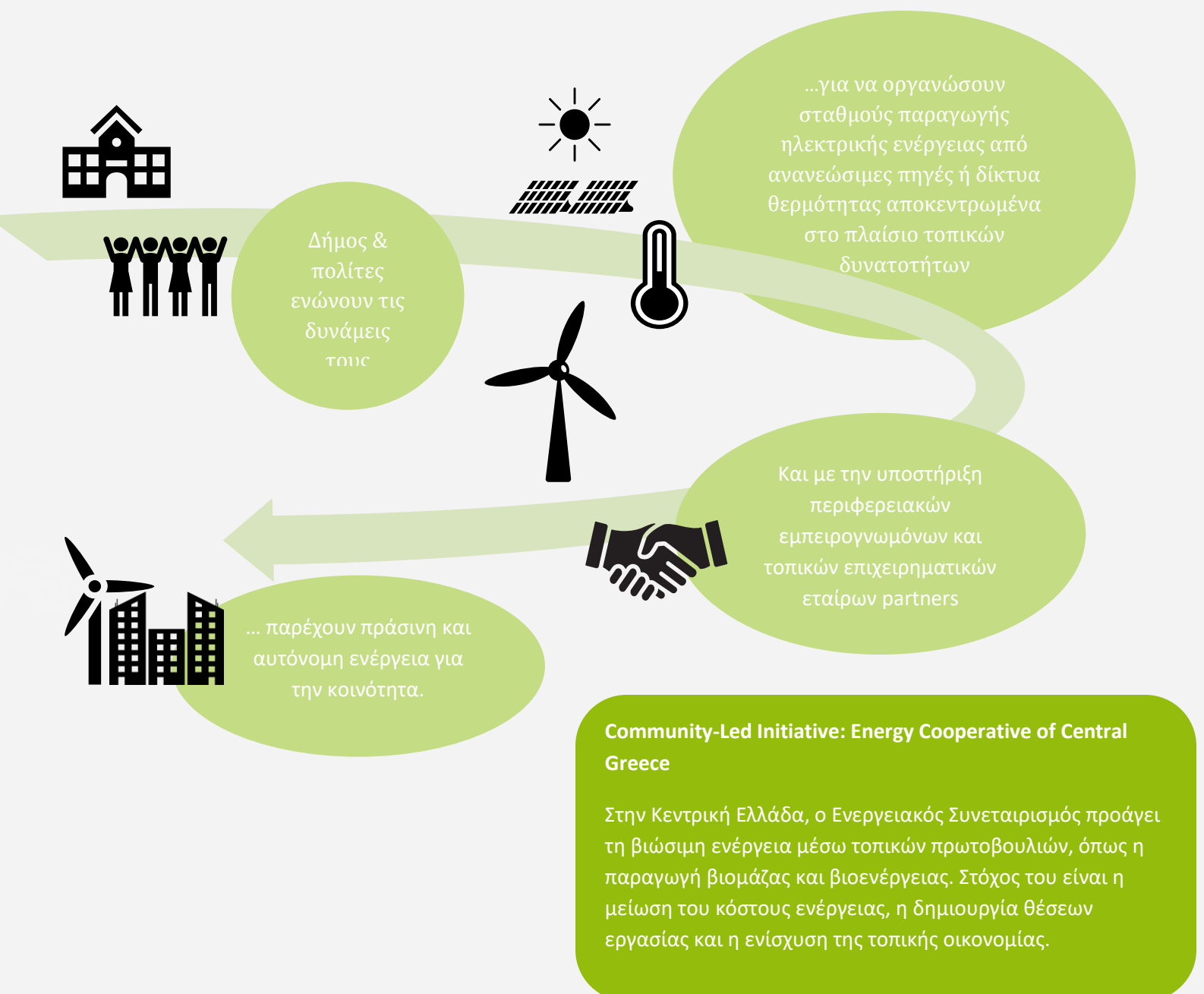
Projekt ECOEMPOWER – Posílení místních a regionálních ekosystémů na podporu energetických komunit je financován z prostředků od Evropské výkonné agentury pro klima, infrastrukturu a životní prostředí (CINEA) v rámci Dohody o grantu n°101120775.

Συμμετοχή των πολιτών: Διερεύνηση των νομικών, κοινωνικών και τεχνικών διαστάσεων στην ενεργειακές κοινότητες

Οι ενεργειακές κοινότητες δημιουργούνται όταν ιδιώτες, δήμοι ή/και εταιρείες ενώνουν τις δυνάμεις τους γύρω από το δυναμικό των ανανεώσιμων πηγών ενέργειας σε θερμότητα ή ηλεκτρισμό. Αυτό επιτρέπει στους πολίτες να παράγουν, να αποθηκεύουν και, ιδανικά, να χρησιμοποιούν συλλογικά πράσινη ενέργεια.

Η έννοια αυτή μπορεί να δώσει τη δυνατότητα στις κοινότητες ενός δήμου να λαμβάνουν αποφάσεις σχετικά με την πηγή της ενέργειάς τους, να δώσει οικονομικά κίνητρα μέσω της αυτόνομης παραγωγής, να αποκεντρώσει το ενεργειακό σύστημα στο σύνολό του και να δώσει τη δυνατότητα στους καταναλωτές ενέργειας να γίνουν ευσυνείδητοι καταναλωτές ενέργειας.

Οι ενεργειακές κοινότητες μπορούν να συμμετέχουν σε δίκτυα θέρμανσης καθώς και στην παραγωγή ηλεκτρικής ενέργειας. Πώς λειτουργεί; Είναι μάλλον εύκολο!



Η σημασία των ενεργειακών κοινοτήτων για στο τοπικό πλαίσιο

Τα βασικά οφέλη μιας τοπικής ανεξάρτητης παροχής ενέργειας που μπορεί να επιτευχθεί μέσω μιας ενεργειακής κοινότητας είναι τα εξής

- Ανεξαρτησία από τις εταιρείες ορυκτών καυσίμων και ανακατεύθυνση των κερδών στους πολίτες/δημοτικές αρχές για επανεπένδυση σε τοπικούς σκοπούς
- Χαμηλότερα τμήματα τιμών για την τοπικά παραγόμενη πράσινη ενέργεια
- Κίνητρα για τη βέλτιστη χρήση των αιχμών παραγωγής που προκύπτουν λόγω της ασταθούς παροχής ενέργειας από την αιολική και την ηλιακή ενέργεια
- Τοπικές και ασφαλείς πράσινες επενδυτικές επιλογές που επιτρέπουν στους τοπικούς πολίτες να συμμετέχουν σε κέρδη κεφαλαίου
- Μέσω στρογγυλών τραπεζιών, κύκλων συζητήσεων και διευκολύνσεων σε όλη την κοινότητα, τα έργα αυτά προωθούν τη διαφάνεια και τη δημοκρατική συμμετοχή, καθώς και τη δυνατότητα συμμετοχής περιθωριοποιημένων ομάδων στη συζήτηση για την ενεργειακή φτώχεια

Μέσω μιας ολιστικής προσέγγισης που περιλαμβάνει εκπαιδευτικές προσπάθειες και εκστρατείες ενημέρωσης οι πολίτες μπορούν όχι μόνο να αποκτήσουν περισσότερες γνώσεις σχετικά με τον ενεργειακό εφοδιασμό τους αλλά και να συμμετάσχουν σε μέτρα εξοικονόμησης ενέργειας.

Νομικό Πλαίσιο στην Ελλάδα

Η Ελλάδα έχει υιοθετήσει θεσμικά μέτρα για την ενίσχυση των ενεργειακών κοινοτήτων, σύμφωνα με τις ευρωπαϊκές κατευθύνσεις. Ο Νόμος 4513/2018 αποτέλεσε τη βάση για τη δημιουργία και λειτουργία ενεργειακών κοινοτήτων, προσφέροντας ένα πλαίσιο για τη συμμετοχή πολιτών, τοπικών αρχών και μικρών επιχειρήσεων στην παραγωγή και κατανάλωση ενέργειας από ανανεώσιμες πηγές. Οι ενεργειακές κοινότητες λειτουργούν ως φορείς κοινωνικής οικονομίας και συμβάλλουν στην ενεργειακή δημοκρατία, στην αποκέντρωση του ενεργειακού συστήματος και στην προώθηση της καθαρής ενέργειας σε τοπικό επίπεδο. Παρότι υπάρχουν ακόμα θεσμικά και τεχνικά εμπόδια, όπως η έλλειψη πλαισίου για την ενεργειακή κοινή χρήση (energy sharing), η πολιτική βούληση κινείται προς την κατεύθυνση άρσης αυτών των περιορισμών, με στόχο τη διευκόλυνση της ενεργού συμμετοχής των πολιτών στην ενεργειακή μετάβαση.

Νομική Μορφή Ενεργειακών Κοινοτήτων

Η Κοινότητα Ανανεώσιμης Ενέργειας (Κ.Α.Ε.) είναι αστικός συνεταιρισμός του ν. [1667/1986](#) ([Α` 196](#)), με αντικείμενο την άσκηση των δραστηριοτήτων του άρθρου 6Ε του Νόμου 3468/2006. Πρωταρχικός σκοπός της Κ.Α.Ε. δεν είναι το οικονομικό κέρδος, αλλά η προσφορά στα μέλη της και στις τοπικές περιοχές δραστηριοποίησής της, περιβαλλοντικού, οικονομικού και κοινωνικού οφέλους.

Ποιοι μπορούν να είναι μέλη μίας ενεργειακής κοινότητάς;;;

α) φυσικά πρόσωπα με πλήρη δικαιοπρακτική ικανότητα, συμπεριλαμβανομένων των δημοσίων υπαλλήλων, κατά παρέκκλιση κάθε αντίθετης διάταξης,

β) Οργανισμοί Τοπικής Αυτοδιοίκησης (Ο.Τ.Α.) α` και β` βαθμού, επιχειρήσεις που ανήκουν σε Ο.Τ.Α α` και β` βαθμού, εφόσον συντρέχουν οι προϋποθέσεις που ορίζει ο Νόμος, καθώς και ενώσεις Ο.Τ.Α.,

γ) Μικρομεσαίες Επιχειρήσεις (Μ.Μ.Ε.),

δ) αγροτικοί συνεταιρισμοί και αστικοί συνεταιρισμοί του ν. [1667/1986](#) ([Α` 196](#)), υπό προϋποθέσεις ,

ε) νομικά πρόσωπα δημοσίου ή ιδιωτικού δικαίου μη κερδοσκοπικού χαρακτήρα υπό προϋποθέσεις.

Τρόποι Συμμετοχής

Κατά τη διερεύνηση του θέματος των ενεργειακών κοινοτήτων, οι φορείς θα μπορούσαν να εξετάσουν αυτές τις τρεις διαστάσεις της συμμετοχής:



Συμμετοχή ενδιαφερομένων μερών

Όταν εξετάζεται η ιδέα μιας ενεργειακής κοινότητας, οι ενδιαφερόμενοι φορείς είναι απαραίτητοι. Ανάλογα με αυτούς, μπορεί να αναπτυχθούν διαφορετικά κίνητρα, ιδέες, πρότυπα αλληλεπίδρασης και ικανότητες. Οι βασικοί ενδιαφερόμενοι φορείς που πρέπει να ληφθούν υπόψη είναι οι δήμοι, οι τοπικές μικρομεσαίες επιχειρήσεις (ΜΜΕ) στον τομέα της ενεργειακής υποδομής και οι πολίτες. Λαμβάνοντας υπόψη τους πόρους που μπορεί να επενδύσει κάθε ενδιαφερόμενος, οι πολίτες συνήθως συμμετέχουν σε εθελοντικό πλαίσιο, προσφέροντας ελεύθερο χρόνο και ιδιωτικό κεφάλαιο. Αντίθετα, οι ΜΜΕ ή οι δήμοι είναι πιθανότερο να παρέχουν προσωπικό και εμπειρογνωμοσύνη. Όταν πρόκειται για το κοινό όραμα μιας ενεργειακής κοινότητας, λάβετε υπόψη ότι τα διάφορα ενδιαφερόμενα μέρη ενδέχεται να σταθμίζουν διαφορετικά τα κίνητρα, όπως οι χρηματικές, κοινωνικές ή περιβαλλοντικές αξίες.

Οικονομική Συμμετοχή

Όσον αφορά τη χρηματοδοτική συμμετοχή, οι ενδιαφερόμενοι μπορούν να εξετάσουν διάφορα είδη επενδύσεων. Μια **άμεση επένδυση** μπορεί να λάβει τη μορφή της αγοράς σε έναν συνεταιρισμό ή της κατοχής μετοχών μιας εταιρείας και συχνά συνοδεύεται από έσοδα. Η **συλλογική χρηματοδότηση** είναι μια επένδυση από μια ομάδα ανθρώπων που υπόσχεται μελλοντικά έσοδα από μελλοντικές υπηρεσίες (όπως πιστώσεις ηλεκτρικής ενέργειας). Μέσω της **επένδυσης από το πλήθος** οι ενδιαφερόμενοι πολίτες μπορούν να επενδύσουν δεσμευμένα σε ένα συγκεκριμένο έργο. Υπάρχουν διάφοροι τρόποι με τους οποίους μπορούν να συνδυαστούν αυτές οι μορφές επενδύσεων. Επιπλέον, υπάρχουν επιλογές **δημόσιας χρηματοδότησης**, όπως δημόσια κονδύλια, επιδοτήσεις και φορολογικές μειώσεις, οι οποίες πρέπει να εξεταστούν για την κάθε περίπτωση.

Μοντέλα Διακυβέρνησης

Το μοντέλο διακυβέρνησης μιας ενεργειακής κοινότητας περιγράφει τη δομή με την οποία τα **ενδιαφερόμενα μέρη συμμετέχουν, ενημερώνονται και μπορούν να αποφασίζουν**. Ως εκ τούτου, η επιλεγμένη δομή διακυβέρνησης θα είναι ζωτικής σημασίας για την αυτοοργάνωση της κοινότητας, επίσης όσον αφορά την κατανομή των καθηκόντων. Επίσης, **οι διαδικασίες λήψης αποφάσεων μπορεί να πάρουν χρόνο και θα χρειαστούν συζητήσεις**. Ως εκ τούτου, ορισμένες ενεργειακές κοινότητες επιλέγουν συγκεκριμένες νομικές μορφές, προσλαμβάνουν βασικά μέλη του προσωπικού ή αποφασίζουν μια ιεραρχία που

επιτρέπει την αποτελεσματικότερη λήψη αποφάσεων. Η προσοχή **στη δομή εξουσίας και στα δικαιώματα ψήφου** είναι το κλειδί για μια διαφανή διαδικασία λήψης αποφάσεων και την πρόληψη συγκρούσεων.

ECOEMPPOWER



Το έργο ECOEMPPOWER - Ecosystems EMPOWERing σε περιφερειακό και τοπικό επίπεδο που στηρίζει τις ενεργειακές κοινότητες λαμβάνει χρηματοδότηση από τον Ευρωπαϊκό Εκτελεστικό Οργανισμό για το Κλίμα, τις Υποδομές και το Περιβάλλον (CINEA) στο πλαίσιο της συμφωνίας επιχορήγησης αριθ. 101120775.

Bürgerbeteiligung im Energiesektor: Rechtliche, Soziale und Technische Dimensionen von Energiegemeinschaften

Energiegemeinschaften entstehen, wenn sich Privatpersonen, Gemeinden und/oder Unternehmen zusammenschließen, um das Potenzial erneuerbarer Energien in Form von Wärme oder Strom zu nutzen. Dies ermöglicht es den Bürger:innen, gemeinsam grüne Energie zu erzeugen, zu speichern und im Idealfall auch zu nutzen. Dieses Konzept kann es der Gemeinschaft innerhalb einer Kommune ermöglichen, über die Herkunft ihrer Energie zu entscheiden,

finanzielle Anreize durch autonome Produktion zu schaffen, das Energiesystem als Ganzes zu dezentralisieren und die Energieverbraucher in die Lage zu versetzen, achtsame Prosumenten zu sein.

Energiegemeinschaften können sowohl an Wärmenetzen als auch an der Stromerzeugung beteiligt sein. Wie es funktioniert? Ganz einfach:



Stadtverwaltung
und Bürger:innen
bündeln ihre
Kräfte...



...um erneuerbare Kraftwerke
oder Wärmenetze dezentral im
Rahmen lokaler Kapazitäten zu
entwickeln

Und mit der
Unterstützung von
regionalen Expert:innen
und lokalen
Unternehmen...



... ermöglichen sie grüne
und unabhängige
Energieproduktion für die
Gemeinschaft.

Auf Initiative der Gemeinde: Neues Wärmenetz in Altusried

In Altusried im Allgäu haben sich die Gemeinde und die Stadtverwaltung zusammengetan, um in ihrem Ort eine Holzhackschnitzelanlage zu errichten, die sowohl kommunale Einrichtungen als auch bis zu 200 Haushalte mit grüner Wärme versorgt. Finanziert wurde das Vorhaben über die neu gegründete Genossenschaft, sowie durch private Darlehen und öffentliche Fördermittel.

Quelle: <https://www.bega-altusried.de/>



Bedeutung von Energiegemeinschaften im lokalen Kontext

Welche Vorteile haben Energiegemeinschaften?

- **Unabhängigkeit** von fossilen Brennstoffen und regionale Wertschöpfung
- **Niedrigere Preissegmente** für lokal erzeugte grüne Energie
- Anreize für die **optimale Nutzung von Produktionsspitzen**, die durch das schwankende Energieangebot von Wind- und Sonnenenergie entstehen
- Lokale und sichere **grüne Investitionsmöglichkeiten**, die es den Bürger:innen/Gemeinden ermöglichen, sich an Kapitalgewinnen zu beteiligen
- Durch runde Tische, Diskussionsrunden und Moderation in der gesamten Gemeinde entsteht **Transparenz und demokratische Beteiligung** – auch sozialer Benachteiligung, wie z. B. **Energiearmut** kann begegnet werden

Durch einen ganzheitlichen Ansatz, der auch Aufklärungsarbeit und Informationskampagnen umfasst, können die Bürger:innen nicht nur mehr Wissen über ihre Energieversorgung erlangen, sondern auch Energiesparmaßnahmen ergreifen.

Rechtlicher Hintergrund

Das europäische Recht fordert die Mitgliedstaaten auf, ein förderliches Umfeld für Energiegemeinschaften zu schaffen und

Hindernisse für deren Teilnahme am Energiemarkt zu beseitigen. Für länderspezifische Informationen steht der [ReScoop Transposition Tracker](#) zur Verfügung, der aktuelle Daten über die Rechtsprechung und den Fortschritt aller europäischen Länder liefert.

Im deutschen Recht spielen **Bürgerenergiegesellschaften (BEGs)** eine zentrale Rolle bei der dezentralen Energiewende, indem sie den Bürger:innen eine aktive Beteiligung an der Energieerzeugung ermöglichen. Das Erneuerbare-Energien-Gesetz (EEG) unterstützt BEGs durch eine vereinfachte Teilnahme am Energiemarkt und spezielle Fördermechanismen, um lokale Projekte wirtschaftlich tragfähig zu machen. Sie fördern die Akzeptanz für erneuerbare Energien, erhöhen die regionale Wertschöpfung und stärken die Unabhängigkeit der Energieversorgung.

Auch indirekt werden auch die Bürger:innen durch den **Art. 6 des EEG** an Projekten beteiligt. Dieses Gesetz regelt, dass Gemeinden einen Anteil von 0,2 ct/kWh der Windkraftanlagen im Umkreis von 2,5 km bekommen. Diese Einnahmen können z. B. für kommunale Infrastruktur verwendet werden.

Der rechtliche Hintergrund zu **Energie Sharing**, der unmittelbaren Eigenversorgung innerhalb einer Energiegemeinschaft, ist in Deutschland noch mit einigen Hürden verbunden.¹

¹ <https://www.dena.de/infocenter/die-nachbarn-als-stromlieferanten/>

Rechtsformen Energiegemeinschaften

Die folgenden Rechtsformen werden bei der Gründung einer Energiegemeinschaft häufig angewendet:²

Genossenschaft

- Eine Genossenschaft erwirtschaftet Kapital durch den Verkauf von Genossenschaftsanteilen; ein Startkapital ist nicht erforderlich
- Um Mitglied zu werden, kauft eine Person einen Genossenschaftsanteil
- Jedes Mitglied hat ein gleiches Stimmrecht; in Mitgliederversammlungen entscheiden die Mitglieder kollektiv
- Jedes Mitglied haftet nur für seinen eigenen Genossenschaftsanteil
- Diese Form ist bei Energiegemeinschaften sehr verbreitet: In Deutschland gibt es etwa 950, in Bayern 330

GmbH

- Diese Rechtsform erfordert ein Grundkapital von 25.000 €, was sie für finanzstarke Projekte attraktiver macht
- Die Stimmengewichtung ist abhängig von der Höhe des Aktienbesitzes
- Diese Rechtsform ist vorteilhaft, wenn die Investitionen hoch sind, Kapital angesammelt wird und die Notwendigkeit von Krediten gegeben ist
- In der Regel werden skalierbare Projekte umgesetzt, während die Bürgerbeteiligung eher gering ist

GmbH & Co. KG

- Diese Rechtsform ist eine Kombination aus der klassischen GmbH und einer KG (Kommanditgesellschaft)
- Sie erfordert ebenfalls ein Stammkapital von 25.000 € und ist in der Unternehmensführung und den Vorteilen für die Energiegemeinschaft ähnlich der GmbH
- Sie hat einige Vorteile (z. B. steuerlich) und eine höhere Flexibilität bei der Öffnung für neue Mitglieder
- Allerdings kann der bürokratische Aufwand durch die Kombination zweier juristischer Personen deutlich höher sein

Verein

- Ein Verein kann ohne Startkapital gegründet und betrieben werden, während er Mitgliedsbeiträge für Vereinsaktivitäten erhalten kann
- Durch regelmäßige Mitgliederversammlungen ist ein Austausch unter den Mitgliedern gewährleistet
- Die Führungsstruktur kann individuell festgelegt werden
- Diese Rechtsform ist am sinnvollsten, um die lokale Energiewende zu unterstützen (z. B. durch Kooperationen, Bildungsarbeit oder andere gemeinnützige Aktivitäten), während sie nicht ideal für Investitionen in Erneuerbare-Energien-Anlagen ist

Weniger häufige, aber weitere Optionen sind Stiftungen, UG, GbR und Aktiengesellschaften.

² https://erneuerbare-energie-gemeinschaften.de/legislation_type/rechtsform-der-energiegemeinschaft/

Dimensions of Participation

In Energiegemeinschaften sind verschiedene Formen der Beteiligung möglich:



Akteursbeteiligung

In Energiegemeinschaften sind die Mitglieder von wesentlicher Bedeutung. Je nach dem, wer diese sind, können sich unterschiedliche Anreize, Ideen, Konfliktpotenziale und Kapazitäten entwickeln. Zu den wichtigsten Akteuren, die es zu berücksichtigen gilt, gehören **Kommunen, lokale Unternehmen und Bürger:innen**. In Anbetracht der Ressourcen, die jeder Beteiligte investieren kann, beteiligen sich die Bürger:innen in der Regel ehrenamtlich und bringen Zeitkapazität und privates Kapital mit. Im Gegensatz dazu stellen Unternehmen oder Kommunen eher Personal und Fachwissen zur Verfügung. Wenn es um die gemeinsame Vision einer Energiegemeinschaft geht, ist zu bedenken, dass verschiedene Akteure Anreize wie monetäre, soziale oder ökologische Werte unterschiedlich gewichten können.

Finanzielle Beteiligung

Bei der finanziellen Beteiligung können verschiedene Arten von Investitionen möglich und attraktiv sein. Eine **Direktinvestition** kann in

Form des Kaufs eines Genossenschaftsanteils oder des Besitzes von Aktien an einem Unternehmen erfolgen und ist meist mit Renditen verbunden. Beim **Crowdfunding** handelt es sich um eine Investition, der in der Zukunft Vorteile verspricht (wie Stromgutschriften), falls das Projekt zustande kommt. Durch **Crowdinvesting /Nachrangdarlehen** können interessierte Bürger:innen gegen Zins zweckgebundenes Kapital zur Verfügung stellen. Es gibt verschiedene Möglichkeiten, wie diese Investitionsformen kombiniert werden können. Zusätzlich gibt es je nach Vorhaben **öffentliche Mittel**, wie Subventionen und Steuererleichterungen.

Organisatorische Beteiligung

Die Organisationsstruktur einer Energiegemeinschaft beschreibt, **wie die Interessengruppen einbezogen, informiert und in Entscheidungen involviert werden**. Entscheidungsprozesse können mehr oder weniger Akteure integrieren und Zeit in Anspruch nehmen, daher sind Entscheidungen zur Struktur richtungsweisend für die Arbeitsweise der Gemeinschaft. Die Berücksichtigung von **Machtstrukturen und Stimmrechten** ist der Schlüssel für einen transparenten Entscheidungsprozess und die Vermeidung von Konflikten.

ECOEMPPOWER



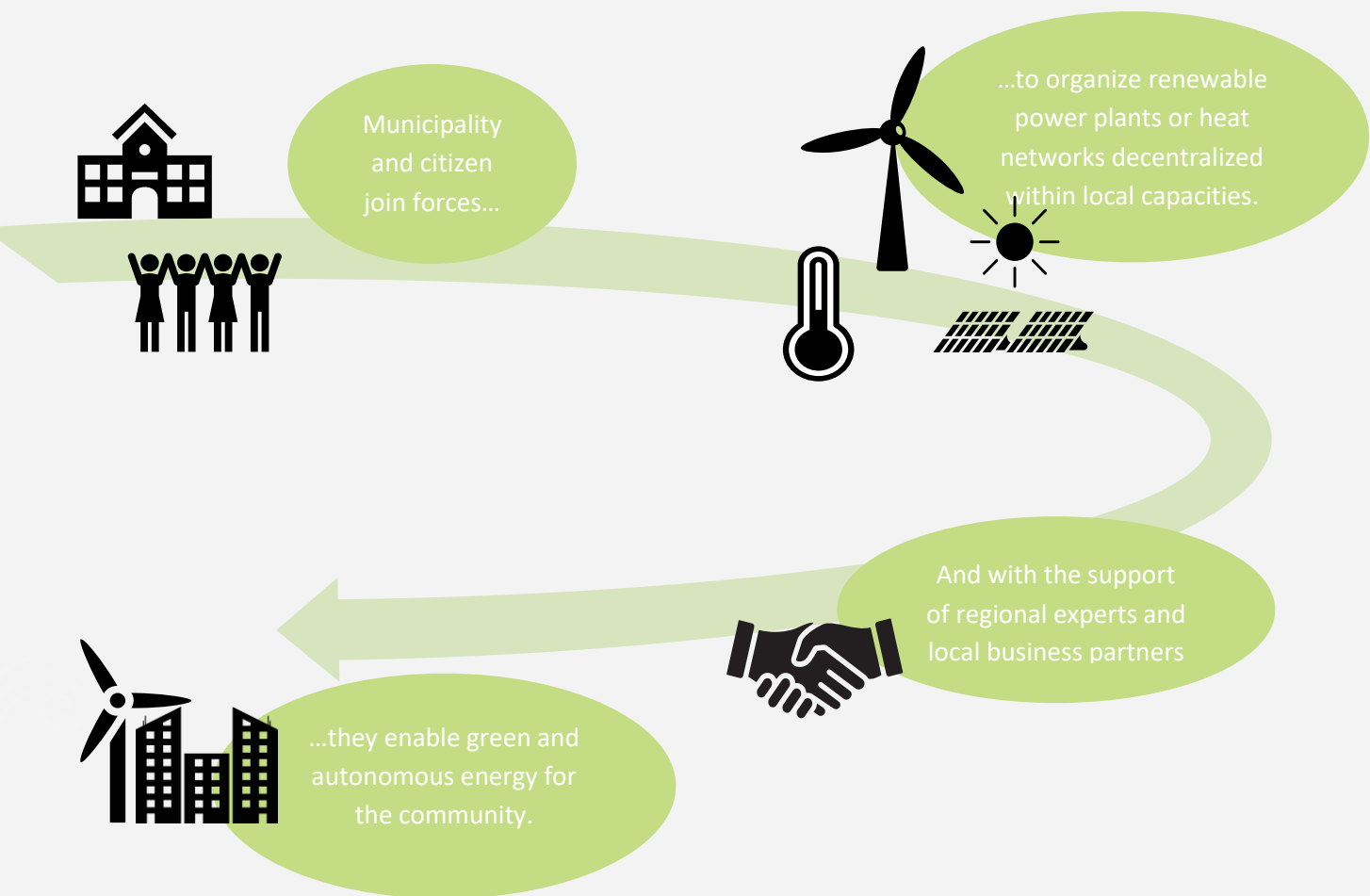
The project ECOEMPPOWER - ECOSystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.

Citizen Participation: Exploring legal, social and technical dimensions in energy communities

Energy communities are created when private individuals, municipalities and/or companies join forces around the potential of renewable energies in heat or electricity. This enables citizens to collectively produce, store and, ideally, use green energy. This concept can enable communities within a municipality to make decisions about the source of their energy,

enable financial incentives through autonomous production, decentralize the energy system as a whole and empower energy consumers to be mindful energy prosumers.

Energy Communities can be involved in heating networks as well as in the production of electricity. How it works? It is rather easy!



The relevance of energy communities for your local context

Key benefits of a local independent energy provision which can be achieved through an energy community are

- **Independence** from fossil fuel companies and redirection of **profits** to the citizens/municipalities to re-invest in local purposes
- **Lower price segments** available for locally produced green energy
- Incentives for **optimal use of production peaks** occurring due to volatile energy supply of wind and solar power
- Local and secure green **investment options** that enable local citizens to engage in capital wins
- Through round-tables, discussion rounds and facilitation throughout the community these projects foster **transparency and democratic participation** as well as a **possibility for marginalized groups** to be involved in discussion about energy poverty

Through a holistic approach that includes educational efforts and information campaigns citizens can not only become more knowledgeable about their energy supply but also engage in energy saving measures.

Legal Background

European law fosters member states to create favorable environment for energy communities and remove barriers of participation of such in

the energy market. For state-specific information please access the [ReScoop Transposition Tracker](#) that provides up to date data on jurisdiction and progress of all European countries.

Across Europe, energy communities play an important role in the decentralized energy transition by enabling citizens, local authorities, and small businesses to participate in renewable energy generation and consumption. The EU supports these initiatives through the Renewable Energy Directive (RED II/III) and the Internal Electricity Market Directive, which recognize energy communities and facilitate their participation in energy markets. By fostering local ownership, energy communities can increase public acceptance of renewable energy projects, strengthen regional economies, and reduce dependence on large energy suppliers.

In addition, many European countries have introduced mechanisms that allow municipalities and local communities to benefit financially from renewable energy projects, ensuring that part of the value created remains in the region and supports local development.

Energy sharing refers to the exchange of renewable energy within an energy community. While recognized in EU legislation, its implementation still varies across Member States. Energy sharing can encourage consumers and prosumers to align electricity use with local renewable generation.

Legal Forms of Energy Communities

Below we list several legal forms¹ that can be used in order to enable different participation options.

Cooperative

- A cooperative typically raises capital through the sale of cooperative shares, while minimum capital requirements are generally low or absent, depending on national legislation.
- Members usually have equal voting rights based on the principle of “one member, one vote,” with key decisions taken collectively through general assemblies.
- Members’ liability is generally limited to their invested share capital.
- Cooperatives are one of the most common legal forms for energy communities across Europe and are widely used for citizen participation in renewable energy projects.

Limited liability Company/Ltd.

- This legal form generally requires a minimum share capital as defined by national legislation, making it particularly suitable for financially strong projects.
- Voting rights are typically proportional to the amount of capital invested or the number of shares held.
- It is well suited for projects with high investment requirements, significant capital accumulation, and a need for external financing.
- Limited liability companies are often used for scalable renewable energy projects, although the level of direct citizen participation is usually lower than in cooperative structures.

Association

- An association can generally be established without minimum share capital and may finance its activities through membership fees, donations, and grants.
- Regular general assemblies provide a platform for member participation and exchange.
- The governance structure can usually be tailored to the needs and objectives of the organization, within the limits of national legislation.
- This legal form is particularly suitable for supporting the local energy transition through cooperation, awareness-raising, education, and other non-profit activities, but is generally less suited for making substantial investments in energy generation assets.

Less common but also an option are foundations, community-owned enterprises, Non-profit organizations, public-private partnerships and stock corporations.

Every European country has different legal forms and specificities. Therefore please visit the national versions of this Policy Brief [here](#).

¹ https://erneuerbare-energie-gemeinschaften.de/legislation_type/rechtsform-der-energiegemeinschaft/

Dimensions of participation

When exploring the topic of energy communities, actors might want to consider these three dimensions of participation:



Stakeholder participation

When considering the idea of an energy community, stakeholders are essential. Depending on them, different incentives, ideas might, interaction patterns and capacities might develop. Key stakeholders to consider are **municipalities, local small and medium enterprises (SMEs)** in the energy infrastructure and **citizens**. Considering the resources each stakeholder can invest, citizens usually participate in a volunteering context, bringing leisure time and private capital. In contrast, SMEs or municipalities are more likely to provide personnel and expertise. When it comes to the shared vision of an energy community, consider that different stakeholders might weight incentives like monetary, social or environmental values differently.

Financial participation

When it comes to financial participation stakeholders can consider different types of

investments. A **direct investment** can take shape as buying into an cooperative or owning shares of a company and is often accompanied by a revenue. **Crowdfunding** is an investment by a group of people promising a future revenue on future services (such as electricity credits). Through **crowd-investment** interested citizen can invest earmarked into a concrete project. There are several ways in which these forms of investments can be combined. Additionally, there are **public financing options** such as public funds, subsidies and tax reductions that have to be considered for the individual case.

Governance models

The governance model of an energy community describes the **structure how stakeholders are involved, informed and able to decide**. Therefore, the chosen governance structure will be crucial for the community's self-organization, also when it comes to task distribution. Also, **decision-making processes can take time and will need discussions**. Some energy communities therefore choose specific legal forms, hire key staff members or decide upon a hierarchy that allows decisions to be made more efficiently. Being mindful of **power structures and voting rights** is key for a transparent decision-making process and preventing conflicts.

ECOEMPPOWER



The project ECOEMPPOWER - ECOSystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.

L'acceptation par la participation : comment l'implication citoyenne fait avancer la transition énergétique

Éolienne citoyenne à Wildpoldsried

Les habitants de Wildpoldsried sont désormais propriétaires de 11 éoliennes. Wildpoldsried est ainsi parvenu à s'approvisionner entièrement en électricité renouvelable, provenant en grande partie de l'énergie éolienne (73 % plus photovoltaïque et biomasse). Une question demeure : comment ont-ils réussi ? L'énergie éolienne rencontre encore des résistances dans certaines régions, et Wildpoldsried est l'exemple même d'une solution efficace : la participation citoyenne.

personnages clés

- ▶ Le maire et un agriculteur local ont été à l'origine du développement
- ▶ Tous deux sont profondément enracinés dans la commune et connus des citoyens, ce qui a instauré un climat de confiance.
- ▶ Sans cette confiance et ce contact personnel, la construction des éoliennes n'aurait pas été possible.
- ▶ Tous deux étaient personnellement enthousiasmés et convaincus par les technologies renouvelables.

mobilisation

- ▶ Des excursions guidées vers des projets exemplaires ont suscité l'intérêt.
- ▶ L'agriculteur local construit d'abord à ses frais une petite éolienne qui sert de projet pilote et d'inspiration.
- ▶ Une campagne d'information est lancée afin d'expliquer en détail la technologie et les possibilités de participation financière.
- ▶ Les réseaux des acteurs clés ont joué un rôle central

Vision commune

- ▶ Une vision commune des citoyens a été définie et consignée par écrit dans le cadre d'un processus participatif.
- ▶ Les inquiétudes et les craintes ont été abordées et la manière de traiter ces préoccupations a été concrétisée.
- ▶ Le document final a été rédigé par le conseil municipal, ce qui souligne son importance interne.

Participation financière

- ▶ La participation financière des citoyens a été envisagée dès le début.
- ▶ Le rendement était compris entre 8 et 10 %.
- ▶ Les bénéfices tirés de la participation de la commune ont été réinvestis dans les infrastructures locales, ce qui a profité à la population.

RENFORCER L'ACCEPTATION GRÂCE À UNE PARTICIPATION EFFICACE

Planifier la mobilisation :

L'exemple décrit ci-dessus nous montre qu'un mélange d'informations, d'approche personnalisée et d'exemples pratiques a incité les citoyens à participer. Il ne faut pas négliger l'importance d'une information directe sur les possibilités de gains financiers. On constate également que la mobilisation, initiée par des personnalités clés, s'est d'abord étendue aux personnes directement intéressées, puis, avec le temps, à un public plus large.¹ Cette conclusion recoupe les résultats du projet ECOEMPOWER, qui part également du principe qu'il existe différents groupes cibles présentant chacun un degré d'implication différent – de l'équipe centrale à l'ensemble de la communauté – et qui doivent donc être abordés de manière différente.² De plus, ECOEMPOWER nous a permis de découvrir que, dans le cadre de la mobilisation, il est avant tout essentiel de transmettre les informations de manière appropriée. Différents canaux permettent d'atteindre les groupes cibles correspondants, et les valeurs et les idées diffèrent selon le groupe cible, de sorte qu'un groupe participe à une communauté énergétique en raison des incitations financières, tandis qu'un autre le fait en raison d'un fort besoin d'autonomie. Il est essentiel de bien connaître et de bien caractériser ces groupes cibles pour réussir la mobilisation.

Trouver des personnes clés:

Les acteurs clés sont généralement les initiateurs d'une initiative et ne peuvent être mandatés que dans une certaine mesure. En général, ces personnes disposent de connaissances approfondies sur les questions énergétiques et manifestent un vif intérêt pour la transition énergétique. Le travail de ces acteurs ne peut certes pas être mandaté, mais lorsqu'une telle personne existe, il est possible de la soutenir en mettant à sa disposition les réseaux, les canaux de communication et, le cas échéant, les ressources financières d'une commune. En outre, il est possible de créer une situation dans laquelle diverses personnes ont la capacité de devenir des acteurs clés : nous observons actuellement que l'âge moyen des personnes engagées est supérieur à 60 ans. Grâce à des offres telles que la garde d'enfants pendant les réunions ou l'organisation de réunions en week-end, les personnes à faibles revenus, les parents et, de manière générale, un groupe cible plus jeune peuvent également se voir accorder la possibilité de s'engager.

Une vision commune :

Dans l'exemple décrit ci-dessus, non seulement le processus de vision a bénéficié d'une large place, mais les résultats ont également été formalisés en étant résumés dans un document final par le conseil municipal. Ainsi, le processus a non seulement permis aux citoyens de partager leurs idées, mais aussi à la population de reconnaître quelles visions pouvaient être soutenues et mises en œuvre de manière réaliste par le conseil municipal. La

¹ Gerhard Fuchs & Nele Hinderer (2016): One or many transitions: local electricity experiments in Germany

² Bruni et al. (2024): D3.1 Adaptable Framework for energy communities engagement and building

formalisation de tels processus est essentielle et confère aux citoyens un engagement qui peut renforcer leur motivation. Grâce au projet ECOEMPOWER, nous avons pu formuler une logique fondamentale pour de tels processus : au début, il y a une communication ouverte sur les opinions et la réalité vécue en matière d'énergie, où l'écoute et le fait d'être entendu sont au premier plan. Vient ensuite une discussion, éventuellement animée par un modérateur externe, qui peut mettre en évidence les sources de conflit au sein de la population – il est rare qu'il n'y ait pas, dans une commune entière, des groupes de personnes qui ont des opinions divergentes. Il est essentiel de modérer les conflits de manière équitable et de prendre au sérieux les émotions qui surgissent. Il est essentiel de trouver des compromis qui seront consignés dans une déclaration sous la forme d'une description de scénarios ou d'une vision. Les approches créatives pour aborder ce processus peuvent être ludiques (concours, jeux de rôle) ou visuelles (cartes mentales, [enregistrement graphique](#)) ou simplement être une modération professionnelle externe neutre (médiation, accompagnement stratégique et accompagnement de processus).

Participation financière :

La question centrale de la participation financière est de savoir comment les citoyens d'une région peuvent tirer un avantage économique d'un projet. Une solution très classique serait de proposer une participation (par exemple sous forme de parts sociales) dans l'installation.³ L'exploitation (partielle)

communale d'une installation est également rentable pour les citoyens, car les bénéfices peuvent être investis dans des projets communaux et profiter ainsi à tous les citoyens. Les experts estiment en outre que les installations actuelles génèrent un revenu moyen annuel d'environ 20 000 euros au titre de la taxe professionnelle sur une période de 20 ans. L'expérience montre également que la mise en œuvre participative de projets d'énergie renouvelable favorise la création de valeur locale, car les contrats sont attribués au sein de la région. De plus, des emplois locaux sont créés, par exemple lorsqu'une coopérative exploite l'éolienne locale.

La participation peut être un bon levier pour accroître l'acceptation de la transition énergétique grâce à l'énergie éolienne. Nous avons résumé dans cette note d'orientation les dimensions à prendre en compte à cet égard. Pour plus d'informations, nous recommandons le recueil de méthodes élaboré dans le cadre du projet ECOEMPOWER pour une participation réussie des citoyens : [Cadre adaptable pour les communautés énergétiques et le renforcement de l'engagement](#).

ECOEMPOWER



The project ECOEMPOWER - ECOSystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.

³ À ce sujet, voir la première note d'orientation ECOEMPOWER sur les formes juridiques : Policy Brief on Citizen Participation” URL: https://ecoempower.eu/Resources/Policy_Briefs

Accettazione attraverso la partecipazione: come il coinvolgimento dei cittadini favorisce la transizione energetica

Energia eolica a Wildpoldsried

Gli abitanti di Wildpoldsried sono proprietari di ben 11 turbine eoliche. Wildpoldsried è così riuscita a garantire un approvvigionamento energetico completamente autosufficiente ed rinnovabile, proveniente in gran parte dall'energia eolica (73% più fotovoltaico e biomassa). Rimane una domanda: come ci sono riusciti? L'energia eolica, in particolare, incontra ancora resistenze in alcune regioni e Wildpoldsried è un esempio di soluzione efficace: la partecipazione.

figure chiave

- ▶ Il sindaco e un agricoltore locale sono stati il punto di partenza dello sviluppo
- ▶ Entrambi sono profondamente radicati nella comunità e conosciuti dai cittadini, il che ha creato fiducia.
- ▶ Senza questa fiducia e il contatto personale, la costruzione delle turbine eoliche non sarebbe stata possibile.
- ▶ Entrambi erano personalmente entusiasti e convinti delle tecnologie rinnovabili.

mobilitazione

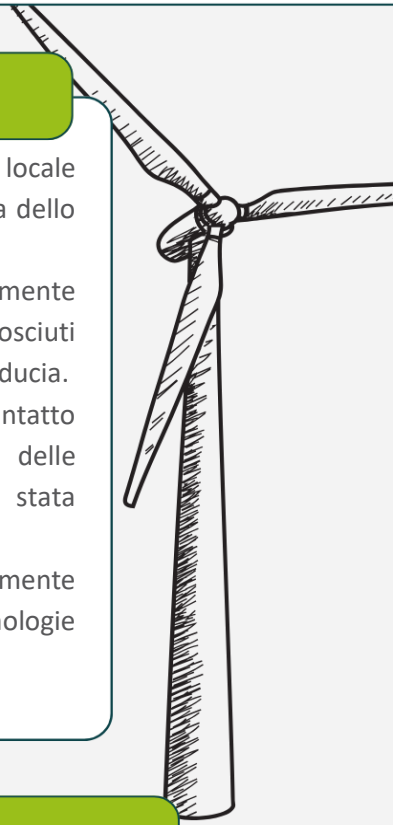
- ▶ L'interesse è stato suscitato grazie a escursioni guidate a progetti esemplari.
- ▶ L'agricoltore locale costruisce inizialmente una piccola turbina eolica a proprie spese, che funge da progetto pilota
- ▶ Verrà lanciata una campagna informativa che illustrerà in dettaglio la tecnologia e le possibilità di partecipazione finanziaria.
- ▶ Le reti delle figure chiave hanno svolto un ruolo centrale

Visione comune

- ▶ Attraverso un processo partecipativo è stata definita e messa per iscritto una visione comune dei cittadini.
- ▶ Qui sono state affrontate preoccupazioni e paure e sono stati concretizzati i modi per affrontare tali preoccupazioni.
- ▶ Il documento finale è stato redatto dal Consiglio comunale, il che ne sottolinea la rilevanza interna.

Partecipazione finanziaria

- ▶ Fin dall'inizio è stata presa in considerazione una partecipazione finanziaria dei cittadini.
- ▶ Il rendimento era compreso tra l'8 e il 10%.
- ▶ I profitti derivanti dalla partecipazione del Comune stesso sono stati reinvestiti nelle infrastrutture locali, a vantaggio dei cittadini.



RAFFORZARE L'ACCETTAZIONE ATTRAVERSO UNA PARTECIPAZIONE EFFICACE

Pianificare la mobilitazione:

Dall'esempio descritto sappiamo che un mix di informazioni, approccio personale ed esempi pratici ha stimolato i cittadini a partecipare. Non va trascurato il fatto che siano state fornite informazioni dirette sulle possibilità di guadagno finanziario. Inoltre, si può osservare che la mobilitazione, partita dalle figure chiave, si è inizialmente estesa alle persone direttamente interessate e solo col tempo ha coinvolto la massa più ampia.¹ Questa conclusione coincide con i risultati del progetto ECOEMPOWER, poiché anche in questo caso si parte dal presupposto che esistano diversi gruppi target, ciascuno con un diverso grado di coinvolgimento – dal team centrale all'intera comunità – che devono essere affrontati in modo diverso a seconda del caso.² Inoltre, in ECOEMPOWER abbiamo scoperto che, quando si tratta di mobilitare le persone, è fondamentale soprattutto il modo corretto di trasmettere le informazioni. Canali diversi raggiungono gruppi target diversi e, a seconda del gruppo target, i valori e le idee variano, cosicché un gruppo partecipa a una comunità energetica per motivi finanziari, mentre un altro lo fa per un forte bisogno di autonomia. Conoscere bene e caratterizzare questi gruppi target è fondamentale per una mobilitazione di successo.

Trovare figure chiave:

Le figure chiave sono solitamente i promotori di un'iniziativa e possono essere incaricati solo in misura limitata. In generale, queste persone hanno una conoscenza approfondita delle questioni energetiche e un forte interesse personale a portare avanti la transizione energetica. Sebbene il lavoro di questi attori non possa essere incaricato, se esiste una persona di questo tipo è possibile sostenerla mettendo a sua disposizione le reti, i canali di comunicazione e, se necessario, le risorse finanziarie di un comune. Inoltre, è possibile creare una situazione in cui diverse persone abbiano la possibilità di diventare figure chiave: attualmente osserviamo che l'età media delle persone impegnate è superiore ai 60 anni. Grazie a offerte come l'assistenza all'infanzia durante le riunioni o i compensi per il volontariato, anche le persone a basso reddito, i genitori e, in generale, un gruppo target più giovane possono avere la possibilità di impegnarsi.

Condividere una visione comune:

Nell'esempio sopra descritto, non solo è stato dato ampio spazio al processo di visione, ma i risultati sono stati anche formalizzati, in quanto sono stati riassunti dal consiglio comunale in un documento finale. Pertanto, il processo non ha avuto solo la dimensione della condivisione delle idee tra i cittadini, ma anche quella della consapevolezza da parte della popolazione di quali delle loro visioni fossero realisticamente sostenute e promosse dal consiglio comunale.

¹ Gerhard Fuchs & Nele Hinderer (2016): One or many transitions: local electricity experiments in Germany

² Bruni et al. (2024): D3.1 Adaptable Framework for energy communities engagement and building

La formalizzazione di tali processi è essenziale e conferisce ai cittadini un impegno che può rafforzare ulteriormente la loro motivazione. Attraverso il progetto ECOEMPOWER abbiamo potuto formulare una logica di base di tali processi: all'inizio c'è una comunicazione aperta sulle opinioni e sulla realtà vissuta in relazione ai temi energetici, dove l'ascolto e l'essere ascoltati sono in primo piano. Segue una discussione, eventualmente moderata da un moderatore esterno, che può far emergere i punti di conflitto all'interno della popolazione: raramente in un intero comune non ci sono gruppi di persone che hanno opinioni diverse. È fondamentale una moderazione equa dei conflitti e la presa in seria considerazione delle emozioni che emergono. È fondamentale trovare compromessi conclusivi che vengano messi per iscritto in una dichiarazione, come una descrizione di scenari o visioni. Approcci creativi per affrontare questo processo possono essere approcci ludici (concorsi, giochi di ruolo), approcci visivi (mappe mentali, [registrazione grafica](#)) oppure semplicemente una moderazione professionale esterna (mediazione, accompagnamento strategico e di processo).

Partecipazione finanziaria:

Un elemento centrale della partecipazione finanziaria è la riflessione sul modo in cui i cittadini di una regione possono trarre vantaggio economico da un progetto. Un esempio molto classico sarebbe l'offerta di una partecipazione (ad esempio sotto forma di quote cooperative) all'impianto.³ In alternativa, anche la gestione (parziale) comunale di un

impianto è redditizia per i cittadini, poiché i profitti possono essere investiti in progetti comunali a beneficio di tutti i cittadini. Gli esperti prevedono inoltre che gli impianti attuali genereranno un gettito medio annuo di circa 20.000 euro in termini di imposta sul reddito d'impresa per un periodo di 20 anni. L'esperienza dimostra inoltre che la realizzazione partecipativa di progetti di energia rinnovabile promuove la creazione di valore aggiunto a livello locale, poiché gli appalti vengono assegnati all'interno della regione. Inoltre, vengono creati posti di lavoro a livello locale, dove per esempio una cooperativa gestisce l'impianto eolico locale.

La partecipazione può essere un ottimo strumento per aumentare l'accettazione della transizione energetica attraverso l'energia eolica. In questo Policy Brief abbiamo riassunto gli aspetti da tenere in considerazione. Per ulteriori informazioni, consigliamo la raccolta di metodi per una partecipazione efficace dei cittadini elaborata nell'ambito del progetto ECOEMPOWER: [Quadro adattabile per le comunità energetiche e la creazione di coinvolgimento](#).

ECOEMPOWER



The project ECOEMPOWER - ECOSystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.

³ A tal proposito è rilevante il primo ECOEMPOWER Policy Brief sulle forme giuridiche: Policy Brief on Citizen Participation" URL: https://ecoempower.eu/Resources/Policy_Briefs

Přijetí díky zapojení občanů – jak účast lidí podporuje energetickou transformaci

Větrná energie ve Wildpoldsriedu

Obyvatelé obce Wildpoldsried dnes vlastní **11 větrných turbín**. Díky tomu dosáhli téměř energetické soběstačnosti z obnovitelných zdrojů – z větru (73 %), solární energie a biomasy. Zůstává však otázka: Jak se jim to podařilo? V mnoha regionech totiž větrná energie stále naráží na odpor. Příklad Wildpoldsriedu ukazuje, že klíčem je **účast obyvatel**.

Klíčoví představitelé

- ▶ Impulsem byli **starosta a místní farmář**, kteří projekt rozjeli.
- ▶ Oba jsou **dlouholetými členy komunity** a místní lidé jim důvěřují.
- ▶ **Bez této důvěry a osobního kontaktu** by výstavba turbín nebyla možná.
- ▶ Oba byli zároveň **osobně přesvědčeni** o významu obnovitelných zdrojů.

Mobilizace

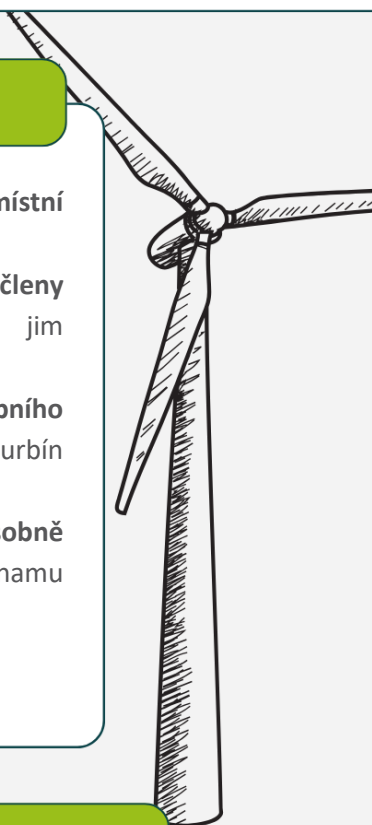
- ▶ Zájem dalších občanů byl vzbuděn **exkurzemi na podobné úspěšné projekty**.
- ▶ Farmář postavil **malou pilotní větrnou turbínu** na vlastní náklady, která ostatní inspirovala.
- ▶ Proběhla **informační kampaň**, která vysvětlovala technologii i možnosti finančního zapojení.
- ▶ **Sociální vazby a kontakty** klíčových představitelů hrály zásadní roli.

Společná vize

- ▶ Prostřednictvím **společného plánování** si občané vytvořili vizi rozvoje obce a sepsali ji.
- ▶ Během procesu byly **otevřeně řešeny obavy a znepokojení**, včetně návrhů, jak s nimi nakládat.
- ▶ Závěrečný dokument schválila **obecní rada**, čímž se zvýšila jeho váha i důvěryhodnost.

Finanční zapojení

- ▶ Účast občanů na financování projektu byla plánována **od samého začátku**.
- ▶ **Výnosy činily 8–10 % ročně**.
- ▶ **Zisky obce** z projektu byly znovu investovány **do místní infrastruktury**, což přineslo prospěch všem.



POSÍLENÍ PŘIJETÍ PROSTŘEDNICTVÍM EFEKTIVNÍ ÚČASTI

Plánování mobilizace:

Z tohoto příkladu vidíme, že kombinace informovanosti, osobního kontaktu a praktických příkladů podporuje zapojení obyvatel. Důležité je nezapomenout na finanční přínosy, které jsou pro mnohé silnou motivací.

Zkušenosti ukazují, že mobilizace začíná u **klíčových představitelů**, pak se šíří mezi zájemce a teprve **postupně zasahuje širší veřejnost**¹. To odpovídá i zjištěním projektu **ECOEMPOWER**, který rozlišuje různé cílové skupiny s různou mírou zapojení – od úzkého jádra až po celou komunitu. Každá z nich potřebuje jiný způsob oslovení.²

Projekt také ukázal, že **způsob komunikace** je pro mobilizaci rozhodující – různé skupiny osloví různé kanály a motivují je jiné hodnoty: někdo se zapojuje kvůli finančnímu zisku, jiný kvůli pocitu nezávislosti. Úspěch tedy závisí na dobrém poznání a pochopení těchto skupin.

Klíčové představitelé:

Klíčové představitelé bývají **iniciátory projektů** – nelze je „nařídit“. Obvykle mají hluboké znalosti o energetice a osobní motivaci posouvat věci vpřed.

Ačkoli jejich činnost nelze přikázat, **lze je podpořit** – například poskytnutím kontaktů, komunikačních kanálů či i finanční podpory. Je také důležité vytvářet podmínky, aby se do klíčových rolí mohli dostat i další lidé – v současnosti jsou často aktivní především starší lidé (nad 60 let).

Pomoci mohou třeba zajištění hlídání dětí při schůzkách nebo příspěvky pro dobrovolníky, aby se mohli zapojit i rodiče, lidé s nižšími příjmy či mladší generace.

Společná vize:

V uvedeném příkladu byl proces vytváření vize **otevřený a formálně potvrzen obecní radou**.

Obyvatelé tak mohli nejen sdílet své nápady, ale také vidět, které z nich jsou reálně uskutečnitelné.

Formální potvrzení dodává pocit závazku a motivace.

Projekt **ECOEMPOWER** na základě těchto zkušeností definoval základní logiku takového procesu:

1. **Otevřená komunikace** – sdílení názorů a reálných zkušeností v energetických otázkách, s důrazem na možnost být vyslyšen.
2. **Diskuse s moderací**, která pomůže řešit spory a rozdílné názory. Jen

¹ Gerhard Fuchs & Nele Hinderer (2016): One or many transitions: local electricity experiments in Germany

² Bruni et al. (2024): D3.1 Adaptable Framework for energy communities engagement and building

zřídka se stává, že by v celé komunitě neexistovaly skupiny lidí, které se liší ve svých názorech.

3. **Zprostředkování a řešení konfliktů** férovým způsobem.
4. **Hledání kompromisů** a jejich **zapsání** do dokumentu (záměr, popis vize).

Kreativní přístupy k tomuto procesu mohou zahrnovat:

- Soutěže či hry,
- Vizuální metody (např. myšlenkové mapy, [grafický záznam](#))
- nebo práci s externím moderátorem (mediátor, facilitátor).

Finanční zapojení:

Klíčovou otázkou je, jak mohou obyvatelé ekonomicky profitovat z projektu?

- Tradiční možností je **spoluvlastnictví formou družstva** nebo podílů³.
- Další možností je **spoluúčast obce** – ta zisky využívá pro **místní investice**, které slouží všem.

Odhady odborníků říkají, že tato zařízení mohou přinést obci na daních zhruba 20 000 € ročně po dobu 20 let. Zkušenosti navíc ukazují, že participativní projekty obnovitelných zdrojů podporují místní ekonomiku – **zakázky zůstávají v regionu a vznikají nová pracovní místa.**

Shrnutí:

Zapojení občanů je velmi účinným nástrojem pro zvýšení přijetí větrné energie a celkově urychlení energetické transformace.

Více informací a praktických metod nabízí výstup projektu **ECOEMPOWER**: [D3.1 Adaptabilní rámec pro zapojení a budování energetických komunit.](#)

ECOEMPOWER



The project ECOEMPOWER - ECOSystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.

³ V této souvislosti je relevantní 1. ECOEMPOWER Policy Brief o právních formách EK.: Policy Brief on Citizen Participation” URL: https://ecoempower.eu/Resources/Policy_Briefs

Αποδοχή μέσω συμμετοχής – πώς η συμμετοχή των πολιτών προωθεί την ενεργειακή μετάβαση

Αιολική ενέργεια στο Wildpoldsried

Οι κάτοικοι του Wildpoldsried είναι πλέον ιδιοκτήτες 11 ανεμογεννητριών. Έτσι, το Wildpoldsried κατάφερε να εξασφαλίσει την πλήρη αυτονομία του σε ανανεώσιμη ενέργεια, η οποία προέρχεται κατά το μεγαλύτερο μέρος της από αιολική ενέργεια (73% συν φωτοβολταϊκά και βιομάζα). Ένα ερώτημα παραμένει: Πώς το κατάφεραν; Η αιολική ενέργεια εξακολουθεί να αντιμετωπίζει αντιδράσεις σε ορισμένες περιοχές και το Wildpoldsried αποτελεί παράδειγμα μιας αποτελεσματικής λύσης: τη συμμετοχή.

Κύριοι Πρωταγωνιστές

- ▶ Ο δήμαρχος και ένας ντόπιος αγρότης ήταν η αφετηρία της ανάπτυξης.
- ▶ Και οι δύο έχουν βαθιές ρίζες στην κοινότητα και είναι γνωστοί στους πολίτες, γεγονός που δημιούργησε κλίμα εμπιστοσύνης.
- ▶ Χωρίς αυτή την εμπιστοσύνη και την προσωπική επαφή, η κατασκευή των ανεμογεννητριών δεν θα ήταν δυνατή.
- ▶ Και οι δύο ήταν ενθουσιασμένοι για τις ανανεώσιμες τεχνολογίες.

Κινητοποίηση

- ▶ Το ενδιαφέρον αυξήθηκε χάρη σε οργανωμένες εκδρομές σε έργα που αποτελούν παράδειγμα.
- ▶ Ο ντόπιος αγρότης κατασκευάζει αρχικά με δικά του έξοδα μια μικρή ανεμογεννήτρια, η οποία αποτελεί ένα εμπνευσμένο πιλοτικό πρόγραμμα.
- ▶ Θα ξεκινήσει μια ενημερωτική εκστρατεία που θα εξηγή λεπτομερώς την τεχνολογία και τις δυνατότητες χρηματοδοτικής συμμετοχής.
- ▶ Τα δίκτυα των βασικών προσώπων έπαιξαν βασικό ρόλο.

Κοινό Όραμα

- ▶ Μέσω μιας συμμετοχικής διαδικασίας, ένα κοινό όραμα των πολιτών ορίστηκε και καταγράφηκε γραπτώς.
- ▶ Εδώ αντιμετωπίστηκαν οι ανησυχίες και οι φόβοι και συγκεκριμενοποιήθηκε ο τρόπος αντιμετώπισης τέτοιων προβληματισμών.
- ▶ Το τελικό έγγραφο συντάχθηκε από το δημοτικό συμβούλιο, γεγονός που υπογραμμίζει την εσωτερική συνάφεια.

Οικονομική Συμμετοχή

- ▶ Η οικονομική συμμετοχή των πολιτών εξετάστηκε από την αρχή.
- ▶ Η απόδοση κυμάνθηκε μεταξύ 8 και 10%.
- ▶ Τα κέρδη από τη συμμετοχή του δήμου επενδύθηκαν σε τοπικές υποδομές, κάτι που με τη σειρά του ωφέλησε τους πολίτες.

ΕΝΙΣΧΥΣΗ ΤΗΣ ΑΠΟΔΟΧΗΣ ΜΕΣΩ ΑΠΟΤΕΛΕΣΜΑΤΙΚΗΣ ΣΥΜΜΕΤΟΧΗΣ

Σχεδιασμός κινητοποίησης:

Από το παράδειγμα που περιγράψαμε, γνωρίζουμε ότι ένας συνδυασμός πληροφοριών, προσωπικής επαφής και πρακτικών παραδειγμάτων ενθάρρυνε τους πολίτες να συμμετάσχουν. Δεν πρέπει να παραβλεφθεί η άμεση ενημέρωση σχετικά με τις δυνατότητες οικονομικού κέρδους. Επιπλέον, μπορεί να διαπιστωθεί ότι η κινητοποίηση που ξεκίνησε από τα βασικά πρόσωπα επεκτάθηκε αρχικά σε όσους είχαν άμεσο ενδιαφέρον και μόνο με την πάροδο του χρόνου στο ευρύτερο κοινό.¹ Αυτή η διαπίστωση συμπίπτει με τα αποτελέσματα του προγράμματος ECOEMPOWER, καθώς και σε αυτό το έργο λαμβάνονται υπόψη διάφορες ομάδες-στόχοι, οι οποίες παρουσιάζουν διαφορετικό βαθμό συμμετοχής – από την κεντρική ομάδα έως ολόκληρη την κοινότητα – και πρέπει να αντιμετωπίζονται ανάλογα.² Επιπλέον, το ECOEMPOWER μας έχει δείξει ότι ο σωστός τρόπος επικοινωνίας των πληροφοριών είναι το κλειδί για την κινητοποίηση. Διαφορετικοί δίαυλοι προσεγγίζουν αντίστοιχες ομάδες-στόχους και, ανάλογα με την ομάδα-στόχο, διαφέρουν οι αξίες και οι αντιλήψεις, με αποτέλεσμα μια ομάδα να συμμετέχει σε μια ενεργειακή κοινότητα λόγω των οικονομικών κινήτρων και μια άλλη λόγω της έντονης ανάγκης για αυτονομία. Η καλή γνώση και ο χαρακτηρισμός αυτών των ομάδων-στόχων είναι καθοριστικής σημασίας για την επιτυχή κινητοποίηση.

Βρείτε βασικά πρόσωπα:

Οι βασικοί παράγοντες είναι συνήθως οι πρωτεργάτες μιας πρωτοβουλίας και μπορούν να αναλάβουν καθήκοντα μόνο σε περιορισμένο βαθμό. Γενικά, τα άτομα αυτά διαθέτουν βαθιά γνώση σε θέματα ενέργειας και έντονο ενδιαφέρον για την προώθηση

της ενεργειακής μετάβασης. Αν και η εργασία αυτών των παραγόντων δεν μπορεί να ανατεθεί, αν υπάρχει ένα τέτοιο άτομο, μπορεί να υποστηριχθεί με τη διάθεση δικτύων, καναλιών επικοινωνίας και, ενδεχομένως, οικονομικών πόρων διαθέσιμων σε αυτούς. Επιπλέον, μπορεί να δημιουργηθεί μια κατάσταση στην οποία διάφοροι ιδιώτες έχουν τη δυνατότητα να γίνουν πρόσωπα-κλειδιά: επί του παρόντος, παρατηρούμε ότι η μέση ηλικία των ατόμων που συμμετέχουν είναι άνω των 60 ετών. Μέσω προσφορών όπως η φύλαξη παιδιών κατά τη διάρκεια των συνεδριάσεων ή η αποζημίωση εθελοντών, μπορεί να δοθεί η δυνατότητα συμμετοχής σε άτομα με χαμηλό εισόδημα, γονείς και, γενικά, σε μια νεότερη ομάδα-στόχο.

Κοινή όραση:

Στο παραπάνω παράδειγμα, όχι μόνο δόθηκε μεγάλη σημασία στη διαδικασία διαμόρφωσης του οράματος, αλλά τα αποτελέσματα τυποποιήθηκαν, καθώς συνοψίστηκαν σε ένα τελικό έγγραφο από το τοπικό συμβούλιο. Έτσι, η διαδικασία δεν είχε μόνο τη διάσταση της ανταλλαγής ιδεών μεταξύ των πολιτών, αλλά και της αναγνώρισης από τον πληθυσμό των οραμάτων που μπορούν να υποστηριχθούν και να προωθηθούν ρεαλιστικά από το τοπικό συμβούλιο. Η τυποποίηση τέτοιων διαδικασιών είναι ουσιαστική και δίνει στους πολίτες μια δέσμευση που μπορεί να ενισχύσει ακόμη περισσότερο την κινητοποίησή τους. Μέσω του προγράμματος ECOEMPOWER, μπορέσαμε να διατυπώσουμε μια βασική λογική τέτοιων διαδικασιών: Στην αρχή βρίσκεται η ανοιχτή επικοινωνία σχετικά με τις απόψεις και την πραγματικότητα που βιώνεται σε σχέση με θέματα ενέργειας, όπου εδώ το να ακούει κανείς και να ακούγεται βρίσκεται στο προσκήνιο. Ακολουθεί μια συζήτηση, η οποία μπορεί να συντονιστεί από εξωτερικό συντονιστή, και να φέρει στην επιφάνεια τα σημεία σύγκρουσης μεταξύ του πληθυσμού – σπάνια δεν υπάρχουν σε μια ολόκληρη κοινότητα ομάδες

¹ Gerhard Fuchs & Nele Hinderer (2016): One or many transitions: local electricity experiments in Germany

² Bruni et al. (2024): D3.1 Adaptable Framework for energy communities engagement and building

ανθρώπων που διαφέρουν στις απόψεις τους. Η δίκαιη διαμεσολάβηση σε συγκρούσεις και η σοβαρή αντιμετώπιση των αναδυόμενων συναισθημάτων που προκύπτουν είναι κεντρικής σημασίας για αυτή την διαδικασία. Τέλος, είναι κομβικής σημασίας η εξεύρεση συμβιβασμών, οι οποίοι καταγράφονται σε μια δήλωση, όπως μια περιγραφή σεναρίων ή οραμάτων. Προσεγγίσεις για τη δημιουργική αντιμετώπιση αυτής της διαδικασίας μπορούν να είναι παιχνιδιάρικες προσεγγίσεις (διαγωνισμοί, παιχνίδια ρόλων), οπτικές προσεγγίσεις (νοητικοί χάρτες, [γραφική καταγραφή](#)) ή απλά μια εξωτερική, ουδέτερη επαγγελματική διαμεσολάβηση (διαμεσολάβηση, υποστήριξη στρατηγικής και διαδικασίας).

Οικονομική συμμετοχή:

Κεντρικό στοιχείο της χρηματοοικονομικής συμμετοχής είναι η εξέταση του τρόπου με τον οποίο οι πολίτες μιας περιοχής μπορούν να επωφεληθούν οικονομικά από ένα έργο. Μια πολύ παραδοσιακή λύση θα ήταν η προσφορά συμμετοχής (π.χ. με τη μορφή μεριδίων συνεταιρισμού) στην εγκατάσταση.³ Εναλλακτικά, η (μερική) εκμετάλλευση μιας εγκατάστασης από τον δήμο είναι επίσης κερδοφόρα για τους πολίτες, καθώς τα κέρδη μπορούν να επενδυθούν σε δημοτικά έργα και έτσι να ωφεληθούν όλους τους πολίτες. Επιπλέον, οι ειδικοί εκτιμούν ότι οι τρέχουσες εγκαταστάσεις θα αποφέρουν κατά μέσο όρο ετήσια έσοδα από φόρο επαγγελματικής δραστηριότητας ύψους περίπου 20.000 ευρώ για μια περίοδο 20 ετών. Η εμπειρία δείχνει επίσης ότι η συμμετοχική υλοποίηση έργων ανανεώσιμων πηγών ενέργειας προωθεί την τοπική προστιθέμενη αξία, καθώς οι συμβάσεις ανατίθενται εντός της περιοχής. Επιπλέον, δημιουργούνται τοπικές θέσεις εργασίας, για παράδειγμα όταν μια συνεταιριστική οργάνωση εκμεταλλεύεται την τοπική ανεμογεννήτρια.

Η συμμετοχή μπορεί να αποτελέσει αποτελεσματικό μοχλό για την αύξηση της αποδοχής της ενεργειακής μετάβασης μέσω της αιολικής ενέργειας. Έχουμε συνοψίσει τις βασικές παραμέτρους σε αυτήν την περίληψη πολιτικής. Για περισσότερες πληροφορίες, συνιστούμε τη συλλογή μεθόδων για την επιτυχή συμμετοχή των πολιτών που δημιουργήθηκε στο πλαίσιο του προγράμματος ECOEMPOWER: [Προσαρμόσιμο πλαίσιο για ενεργειακές κοινότητες και ανάπτυξη συνεργασιών](#).

ECOEMPOWER



Το έργο ECOEMPOWER - ECOsystems EMPOWERing σε περιφερειακή και τοπική κλίμακα, που υποστηρίζει τις ενεργειακές κοινότητες, λαμβάνει χρηματοδότηση από το European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) δυνάμει της Συμφωνίας n°101120775.

³ Σχετικά με αυτό: Policy Brief on Citizen Participation” URL: https://ecoempower.eu/Resources/Policy_Briefs

Akzeptanz durch Teilhabe – wie Bürgerbeteiligung die Energiewende voranbringt

Windkraft in Wildpoldsried

Die Wildpoldsrieder sind Besitzer:innen von mittlerweile 11 Windrädern. Damit hat Wildpoldsried es geschafft, sich größtenteils aus Windkraft (73% plus PV & Biomasse) eine autarke Vollversorgung mit erneuerbarem Strom zu ermöglichen. Eine Frage bleibt: Wie haben sie es geschafft? Gerade Windkraft erfährt in einigen Regionen noch immer Gegenwind und Wildpoldsried ist Beispiel einer wirksamen Lösung: Beteiligung.

Schlüsselfiguren

- ▶ Der Bürgermeister sowie ein lokaler Landwirt waren Startpunkt der Entwicklung
- ▶ Beide sind in der Gemeinde tief verwurzelt und den Bürger:innen bekannt, was Vertrauen schaffte
- ▶ Ohne dieses Vertrauen und den persönlichen Kontakt wäre der Bau der Windräder nicht möglich gewesen
- ▶ Beide waren persönlich begeistert & überzeugt von erneuerbaren Technologien

Mobilisierung

- ▶ Durch geführte Exkursionen zu beispielhaften Projekten wurde Interesse aufgebaut
- ▶ Der lokale Landwirt baut auf Selbstkosten zunächst ein kleines Windrad, das als Pilotprojekt inspiriert
- ▶ Eine Informationskampagne wird gestartet, die die Technologie sowie die Möglichkeiten der finanziellen Beteiligung genau erläutert
- ▶ Die Netzwerke der Schlüsselfiguren spielten eine zentrale Rolle

Gemeinsame Vision

- ▶ Durch einen partizipativen Prozess wurde eine gemeinsame Vision der Bürger:innen definiert und schriftlich festgehalten
- ▶ Hier wurden Sorgen und Ängste adressiert und die Umgangsweise mit solcherlei Bedenken konkretisiert
- ▶ Das schlussendliche Dokument wurde vom Gemeinderat formuliert, was die interne Relevanz unterstreicht

Finanzielle Beteiligung

- ▶ Eine finanzielle Beteiligung der Bürger:innen wurde von Anfang an mitgedacht
- ▶ Die Rendite betrug zwischen 8 und 10%
- ▶ Gewinne aus der Beteiligung der Gemeinde selbst flossen in lokale Infrastruktur, was wiederum der Bürgerschaft zugutekam



AKZEPTANZ STÄRKEN DURCH WIRKUNGSVOLLE PARTIZIPATION

Mobilisierung planen:

Aus dem beschriebenen Beispiel wissen wir, dass ein Mix aus Informationen, persönlicher Ansprache und praktischen Beispielen den Anreiz für Bürger*innen gegeben hat, sich zu beteiligen. Nicht zu vernachlässigen ist eine direkte Aufklärung über die finanziellen Gewinnmöglichkeiten. Zudem kann festgestellt werden, dass eine Mobilisierung von den Schlüsselfiguren ausgehend zunächst auf unmittelbar Interessierte übergegriffen hat und erst mit der Zeit auf die breitere Masse¹. Diese Erkenntnis überschneidet sich mit den Ergebnissen aus dem ECOEMPOWER Projekt, da auch hier von verschiedenen Zielgruppen ausgegangen wird, die jeweils einen anderen Grad der Involviertheit vorweisen – vom Kernteam bis hin zur gesamten Gemeinschaft – und dementsprechend unterschiedlich angesprochen werden müssen². Zudem konnten wir in ECOEMPOWER herausfinden, dass bei der Mobilisierung vor allem die richtige Art der Informationsvermittlung zentral ist. Verschiedene Kanäle erreichen entsprechende Zielgruppen und je nach Zielgruppe unterscheiden sich Werte und Vorstellungen, sodass eine Gruppe aufgrund der finanziellen Anreize an einer Energiegemeinschaft teilnimmt und eine andere aus einem starken Bedürfnis nach Autonomie. Diese Zielgruppen gut zu kennen und zu charakterisieren ist entscheidend für eine gelungene Mobilisierung.

Schlüsselfiguren finden:

Schlüsselfiguren sind in der Regel die Anstoßer:innen einer Initiative und lassen sich nur bedingt beauftragen. Generell verfügen diese Personen über ein ausgeprägtes Wissen zu Energiethemen sowie ein starkes eigenes Interesse daran, die Energiewende vorwärts zu bringen. Die Arbeit dieser Akteure kann zwar nicht beauftragt werden, doch wenn es eine solche Person gibt, kann man sie unterstützen, indem Netzwerke, Kommunikationskanäle und ggf. finanzielle Ressourcen einer Gemeinde für sie zur Verfügung stehen. Zudem kann man eine Situation schaffen, in der diverse Personen die Kapazitäten haben zu einer Schlüsselperson zu werden: Aktuell beobachten wir, dass das Durchschnittsalter bei Engagierten über 60 Jahren liegt. Durch Angebote wie zB Kinderbetreuung während Versammlungen oder Ehrenamtsvergütungen können auch Einkommensschwächere, Eltern und insgesamt einer jüngeren Zielgruppe Kapazitäten eingeräumt werden, sich zu engagieren.

Gemeinsam visionieren:

In dem oben beschriebenen Beispiel wurde dem Visionsprozess nicht nur viel Raum gegeben, sondern die Ergebnisse wurden auch formalisiert, indem sie vom Gemeinderat in ein Enddokument zusammengefasst wurden. Somit hatte der Prozess nicht nur die Dimension, dass die Bürger:innen miteinander ihre Ideen teilten, sondern auch, dass die Bevölkerung erkennt, welche ihrer Visionen realistisch vom Gemeinderat unterstützt und vorangetrieben

¹ Gerhard Fuchs & Nele Hinderer (2016): One or many transitions: local electricity experiments in Germany

² Bruni et al. (2024): D3.1 Adaptable Framework for energy communities engagement and building

werden. Diese Formalisierung solcher Prozesse ist essentiell und gibt den Bürger:innen eine Verbindlichkeit, die ihre Motivation noch stärken kann. Durch das ECOEMPOWER Projekt konnten wir eine grundlegende Logik solcher Prozesse ausformulieren: Am Anfang steht die offene Kommunikation über Meinungen sowie gelebte Realität im Bezug auf Energiethemen, wobei hier erstmal das Zuhören und gehört werden im Vordergrund steht. Darauf folgt eine Diskussion, die ggf. von extern moderiert, die Konfliktfelder innerhalb der Bevölkerung zum Vorschein bringen kann – selten gibt es in einer ganzen Gemeinde nicht Gruppen von Menschen, die sich in ihrer Meinung unterscheiden. Zentral ist eine faire Konfliktmoderation und das Ernstnehmen aufkommende Emotionen. Entscheidend ist, abschließend Kompromisse zu finden, die in einem Statement wie einer Szenarien- oder Visionsbeschreibung niedergeschrieben werden. Ansätze, um diesen Prozess kreativ anzugehen können spielerische Ansätze (Wettbewerbe, Rollenspiele), visuelle Ansätze (mind maps, [graphic recording](#)) oder auch einfach eine externe neutrale professionelle Moderation sein (Mediation, Strategie- und Prozessbegleitung).

Finanzielle Beteiligung:

Zentraler Bestandteil der finanziellen Beteiligung ist die Überlegung, auf welche Art und Weise die Bürger:innen einer Region ökonomisch von einem Projekt profitieren können. Sehr klassisch wäre das Angebot einer Beteiligung (zB in der Form von Genossenschaftsanteilen) an der Anlage³. Alternativ dazu ist auch der kommunaler (Teil-)

Betrieb einer Anlage gewinnbringend für die Bürgerschaft, da Gewinne in kommunale Projekte investiert werden können und so allen Bürger:innen zugutekommen. Experten gehen zudem bei aktuellen Anlagen über einen Zeitraum von 20 Jahren von einem durchschnittlichen Gewerbesteuerertrag von jährlich ca. 20.000 € aus. Die Erfahrung zeigt zudem, dass die partizipative Umsetzung von Erneuerbaren Energie Projekten lokale Wertschöpfung fördert, da Aufträge innerhalb der Region vergeben werden. Außerdem entstehen lokal Arbeitsplätze, wo zB eine Genossenschaft das lokale Windrad betreibt.

Die Beteiligung kann ein guter Hebel sein, um die Akzeptanz für die Energiewende durch Windkraft zu erhöhen. Welche Dimensionen dabei zu beachten sind haben wir in diesem Policy Brief zusammengefasst. Für weitere Informationen empfehlen wir die im Projekt ECOEMPOWER entstandene Methodensammlung zur erfolgreichen Beteiligung von Bürger:innen: [Adaptable Framework for Energy Communities and Engagement Building](#).

ECOEMPOWER



The project ECOEMPOWER - ECOSystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.

³ Dazu relevant das 1. ECOEMPOWER Policy Brief zu Rechtsformen: Policy Brief on Citizen Participation URL: https://ecoempower.eu/Resources/Policy_Briefs

Acceptance through participation – how citizen involvement is driving forward the energy transition

Wind power in Wildpoldsried

The residents of Wildpoldsried now own 11 wind turbines. This has enabled Wildpoldsried to achieve a largely self-sufficient supply of renewable electricity from wind power (73% plus PV & biomass). One question remains: how did they do it? Wind power in particular still faces headwinds in some regions, and Wildpoldsried is an example of an effective solution: participation.

key figures

- ▶ The mayor and a local farmer were the starting point for the development.
- ▶ Both are deeply rooted in the community and well known to the citizens, which created trust.
- ▶ Without this trust and personal contact, the construction of the wind turbines would not have been possible.
- ▶ Both were personally enthusiastic about and convinced of renewable technologies.

mobilization

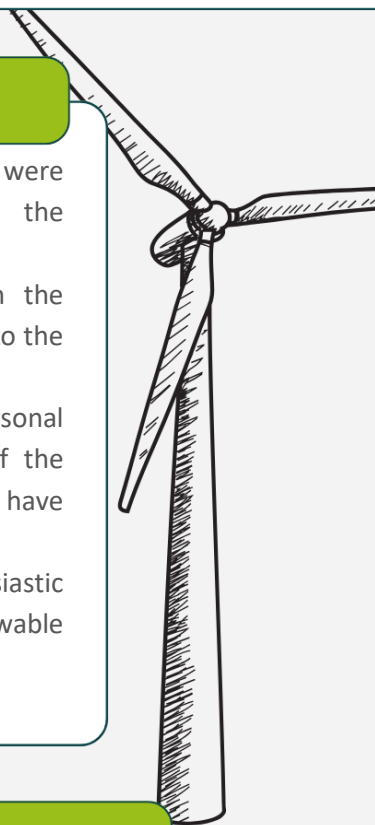
- ▶ Interest was generated through guided excursions to exemplary projects.
- ▶ The local farmer initially builds a small wind turbine at his own expense, which serves as an inspiring pilot project.
- ▶ An information campaign will be launched to explain the technology and the possibilities for financial participation in detail.
- ▶ The networks of key figures played a central role

Shared vision

- ▶ Through a participatory process, a shared vision was defined by the citizens and recorded in writing.
- ▶ Concerns and fears were addressed here, and concrete measures for dealing with such concerns were specified.
- ▶ The final document was drafted by the municipal council, which underscores its internal relevance.

Financial participation

- ▶ Financial participation by citizens was considered from the outset.
- ▶ The return was between 8 and 10%.
- ▶ Profits from the municipality's own participation were invested in local infrastructure, which in turn benefited the citizens.



STRENGTHENING ACCEPTANCE THROUGH EFFECTIVE PARTICIPATION

Plan mobilization:

From the example described, we know that a mix of information, personal contact, and practical examples encouraged citizens to participate. Direct information about the potential financial gains should not be overlooked. It can also be observed that mobilization, starting with key figures, initially spread to those directly interested and only gradually reached the broader masses.¹ This finding overlaps with the results of the ECOEMPOWER project, as here too, different target groups are assumed, each with a different degree of involvement—from the core team to the entire community—and which must be addressed differently accordingly.² In addition, ECOEMPOWER has shown us that the right way of communicating information is key to mobilization. Different channels reach different target groups, and values and ideas vary depending on the target group, so that one group participates in an energy community because of the financial incentives, while another does so out of a strong need for autonomy. Knowing and characterizing these target groups well is crucial for successful mobilization.

Find key figures:

Key figures are usually the initiators of an initiative and can only be commissioned to a limited extent. In general, these individuals have extensive knowledge of energy issues and a

strong personal interest in advancing the energy transition. Although the work of these actors cannot be commissioned, if such a person exists, they can be supported by making networks, communication channels, and, if necessary, financial resources available to them. In addition, a situation can be created in which various individuals have the capacity to become key players: we are currently observing that the average age of those involved is over 60. Through offers such as childcare during meetings or volunteer allowances, lower-income individuals, parents, and a younger target group as a whole can also be given the opportunity to get involved..

Sharing a vision:

In the example described above, not only was a lot of space given to the visioning process, but the results were also formalized by the local council in a final document. Thus, the process not only allowed citizens to share their ideas with each other, but also enabled the population to recognize which of their visions could realistically be supported and promoted by the local council. This formalization of such processes is essential and gives citizens a sense of commitment that can further strengthen their motivation. Through the ECOEMPOWER project, we were able to formulate a basic logic for such processes: It starts with open communication about opinions and lived reality in relation to energy issues, with the focus initially on listening and being heard. This is followed by a discussion, which may be moderated by an external party, to bring to light

¹ Gerhard Fuchs & Nele Hinderer (2016): One or many transitions: local electricity experiments in Germany

² Bruni et al. (2024): D3.1 Adaptable Framework for energy communities engagement and building

areas of conflict within the population – it is rare for an entire community not to have groups of people who differ in their opinions. Fair conflict mediation and taking emerging emotions seriously are central to this process. Finally, it is crucial to find compromises that are written down in a statement such as a scenario or vision description. Approaches to tackle this process creatively can include playful approaches (competitions, role-playing games), visual approaches (mind maps, [graphic recording](#)) or simply be an external, neutral professional moderator (mediation, strategy and process support).

Financial participation:

A key component of financial participation is considering how the citizens of a region can benefit economically from a project. A very traditional approach would be to offer participation (e.g., in the form of cooperative shares) in the facility.³ Alternatively, municipal (partial) operation of a plant is also profitable for citizens, as profits can be invested in municipal projects and thus benefit all citizens. Experts also estimate that current plants will generate an average annual trade tax revenue of approximately €20,000 over a period of 20 years. Experience also shows that the participatory implementation of renewable energy projects promotes local value creation, as contracts are awarded within the region. In addition, local jobs are created where, for example, a cooperative operates the local wind turbine.

Participation can be an effective lever for increasing acceptance of the energy transition through wind power. We have summarized the key considerations in this policy brief. For further information, we recommend the collection of methods for successful citizen participation developed in the ECOEMPOWER project: [Adaptable Framework for Energy Communities and Engagement Building](#).

ECOEMPOWER



The project ECOEMPOWER - Ecosystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.

³ Relevant to this is the 1st ECOEMPOWER Policy Brief on legal forms.: Policy Brief on Citizen Participation” URL: https://ecoempower.eu/Resources/Policy_Briefs

Partage d'énergie et communautés d'énergie renouvelable

Définition du partage d'énergie

La Commission européenne définit le partage d'énergie, dans la réforme du marché européen de l'électricité (EMD), comme une forme « d'autoconsommation d'énergie renouvelable par des clients actifs ». Concrètement, cela signifie qu'un groupe de personnes situées sur des sites distants géographiquement peut produire, partager et consommer localement de l'électricité renouvelable.

Par exemple, une école peut utiliser l'électricité excédentaire produite par les panneaux solaires installés sur les toits des habitants du quartier.

Ce mécanisme permet de renforcer l'autonomie énergétique des territoires, de réduire la dépendance aux énergies fossiles et de favoriser une consommation d'électricité plus locale. L'amendement EMD garantit en outre le droit au partage d'énergie à tous les ménages, PME et organismes publics. Ce faisant, la législation européenne oblige désormais tous les États membres à prendre les mesures qui s'imposent, en rendant le partage d'énergie possible par le biais de la législation nationale. Les États membres doivent mettre en œuvre cette législation d'ici juillet 2026 et fournir l'infrastructure technique nécessaire. L'infrastructure technique est sans aucun doute l'un des domaines clés où un développement rapide est nécessaire. Entre autres, les compteurs intelligents (c'est-à-dire des systèmes de mesure intelligents capables d'enregistrer des données toutes les 15 minutes) auraient déjà dû être déployés dans toute l'Europe, afin de permettre le transfert de données nécessaire pour exploiter pleinement le potentiel du partage d'énergie. Malheureusement, la réalité est bien différente, certains États membres n'ayant

installé des compteurs intelligents que dans 10 % des ménages et des installations au maximum.

Partage d'énergie et communautés énergétiques

Le partage d'énergie est un mécanisme clé pour l'énergie citoyenne et la participation active des consommateurs à la transition énergétique. Les communautés d'énergie renouvelable (CER) jouent un rôle central dans le déploiement du partage de l'énergie : elles facilitent la mise en place de projets collectifs, accompagnent les citoyens et contribuent au développement des cadres permettant le partage d'énergie. Toutes les CER ne recourent pas au partage d'énergie et toutes les formes de partage d'énergie ne nécessitent pas la participation d'une CER – mais ces deux concepts vont de pair. Ensemble, ils renforcent le champ d'action de l'énergie citoyenne en Europe.

Le Paquet européen pour l'énergie

L'intersection entre le partage d'énergie et les communautés d'énergie est explicitée dans le Paquet européen pour l'énergie (Citizen Energy Package - CEP) récemment publié, où les deux concepts vont de pair. Plus précisément, le pilier 2, action 5, mentionne la nécessité de « stimuler l'autoproduction d'énergie et le partage d'énergie entre les citoyens »¹. Le CEP cite plusieurs raisons pour accélérer le partage d'énergie: la consommation locale d'énergie autoproduite peut soulager le réseau, renforcer l'autonomie énergétique et, à terme, permettre un accès à une énergie locale abordable – en particulier pour les ménages vulnérables. La Commission européenne vise à exploiter le potentiel inexploité du partage d'énergie, car celui-ci peut également permettre

¹ Paquet « Énergie pour les citoyens » (2026)

de réaliser des économies d'énergie dans les États membres. La question cruciale sera de savoir si et comment le CEP sera suivi de financements européens concrets afin de restructurer les systèmes énergétiques locaux en communautés de partage d'énergie. Le CEP met l'accent sur le partage d'énergie comme solution à la dépendance aux combustibles fossiles et à la volatilité des prix, ainsi que comme moyen pour les ménages vulnérables de réaliser des économies.

La législation européenne constitue une étape sur ce chemin, mais sa mise en œuvre dans les États membres en est une autre. Les obstacles et les barrières sont souvent multiples et les États membres font preuve d'ambitions différentes pour les surmonter. Les facteurs les plus déterminants pour évaluer le chemin parcouru par un pays sont les suivants : législation nationale, collecte de données et déploiement des compteurs intelligents, disponibilité des logiciels, structures de soutien nationales et nombre de projets de partage d'énergie menés à bien.

Le partage d'énergie en France: état des lieux et politiques

Législation nationale: En France, le partage d'énergie a été rendu possible par l'ordonnance n° 2021-236 du 3 mars 2021 et par la loi n° 2017-227 du 24 février 2017, qui définissent le cadre de l'autoconsommation collective. Ce dispositif permet à un ou plusieurs producteurs et à un ou plusieurs consommateurs de partager localement de l'électricité renouvelable, dans un cadre juridiquement organisé.

Les opérations d'autoconsommation collective reposent sur un critère de proximité géographique défini par la réglementation. Le périmètre est généralement limité à 2 km en zone urbaine, mais peut être étendu jusqu'à 10 km en zone périurbaine et 20 km en zone rurale, afin de tenir

compte des spécificités territoriales et de faciliter le développement de projets locaux.

Collecte de données et déploiement des compteurs intelligents: La France a largement avancé dans le déploiement des compteurs intelligents Linky, gérés par Enedis, avec un taux d'équipement dépassant 90 % des foyers. Ces compteurs permettent de relever les consommations d'électricité de manière automatisée et, avec le consentement des usagers, de collecter des données de consommation à intervalles de 30 minutes (courbe de charge).

Les données de comptage sont collectées et gérées par le gestionnaire de réseau de distribution, dans un cadre réglementaire défini au niveau national et sous le contrôle de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Disponibilité des outils: Au sein de l'écosystème de l'énergie citoyenne, l'Association des Centrales Villageoises, réseau de communautés d'énergie renouvelable, propose des outils de simulation technico-économique permettant de modéliser les flux d'énergie partagée et d'estimer les revenus issus de la production locale d'énergie renouvelable.

Enercoop, fournisseur coopératif français d'électricité renouvelable, a également développé un outil nommé ELOCOOP, conçu pour accompagner la gestion opérationnelle des dispositifs d'autoconsommation collective.

Structures nationales de soutien: Les installations photovoltaïques participant à des opérations d'autoconsommation collective peuvent recourir au dispositif d'Obligation d'Achat (OA) pour valoriser la part d'électricité produite mais non consommée localement.

Les tarifs de rachat applicables au surplus photovoltaïque ont fortement diminué ces dernières années - autour de quelques centimes

d'euro par kWh pour certaines installations - reflétant la baisse des mécanismes de soutien publics. Cette évolution renforce l'intérêt économique de l'autoconsommation locale et du partage direct de l'électricité produite.

Au-delà des mécanismes tarifaires, le développement du partage d'énergie repose largement sur des structures nationales d'accompagnement. Des organisations telles que l'association des Centrales Villageoises et Énergie Partagée apportent un soutien technique, juridique et organisationnel aux collectivités locales, aux citoyens et aux porteurs de projets souhaitant développer des initiatives d'énergie citoyenne et d'autoconsommation collective.

Nombre de projets d'énergie partagée menés à bien :

Début 2025, la France comptait 698 opérations d'autoconsommation collective actives, avec une puissance installée totale d'environ 74 MW et quelque 8 342 participants, selon l'opérateur national du réseau ENEDIS. En moyenne, chaque opération rassemble environ deux producteurs et dix consommateurs au sein de réseaux locaux de partage d'énergie. La tendance affiche une forte croissance: le nombre d'opérations actives a plus que doublé depuis 2023, année où seuls 332 projets de ce type avaient été recensés.²

Bonnes pratiques: Vous trouverez une description détaillée ainsi qu'un entretien consacré à la communauté de partage d'énergie VercorSoleil dans le [Whitebook d'ECOEMPOWER](#).

ECOEMPOWER



Le projet ECOEMPOWER - ECOsystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities bénéficie d'un

financement de l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA) au titre de la convention de subvention n° 101120775.

² <https://www.pv-magazine.com/2025/01/15/energy-communities-reach-combined-capacity-of-74-mw-in-france/>

Condivisione dell'energia e comunità energetiche rinnovabili

Definizione di condivisione energetica

La Commissione europea definisce la condivisione di energia nella riforma del Mercato Elettrico Europeo (European Market Design, EMD) come: «l'autoconsumo di energia rinnovabile da parte di clienti attivi»¹. Questo definisce l'autoconsumo collettivo come un gruppo di persone che possiedono risorse distribuite in (potenzialmente) più luoghi e la consumano al loro interno; ad esempio: una scuola consuma l'energia in eccesso proveniente dagli impianti fotovoltaici sui tetti dei vicini. Questo meccanismo può ridurre la dipendenza dai combustibili fossili e aumentare l'autosufficienza a livello locale.

La riforma del Mercato Elettrico Europeo garantisce inoltre il diritto alla condivisione dell'energia per tutte le utenze individuali, PMI e enti pubblici. In questo modo, la legislazione europea obbliga ora tutti gli Stati membri ad agire di conseguenza, rendendo possibile la condivisione dell'energia attraverso la legislazione nazionale. Gli Stati membri dovrebbero attuare la legislazione entro luglio 2026 e fornire l'infrastruttura tecnica necessaria. L'infrastruttura tecnica è senza dubbio uno dei punti chiave in cui è necessario un rapido sviluppo. Tra le altre cose, i contatori intelligenti o smart meters (ovvero sistemi di misurazione intelligenti in grado di registrare dati ogni 15 minuti) avrebbero già dovuto essere diffusi in tutta Europa, per consentire il trasferimento dei dati necessario a sfruttare appieno il potenziale della condivisione dell'energia. Purtroppo, la realtà appare molto diversa, con alcuni Stati membri che hanno installato contatori intelligenti solo in un massimo del 10% delle famiglie e delle strutture.

Condivisione dell'energia e comunità energetiche

La condivisione dell'energia è un meccanismo chiave per l'energia dei cittadini e la partecipazione attiva dei consumatori alla transizione energetica. Le comunità energetiche rinnovabili (CER) svolgono un ruolo importante come ambasciatrici, promotrici e utilizzatrici dei quadri normativi che consentono la condivisione dell'energia. Non tutte le CER utilizzano la condivisione dell'energia e non ogni forma di condivisione dell'energia richiede la partecipazione di una REC, ma questi concetti vanno di pari passo e insieme rafforzano il campo d'azione dell'energia dei cittadini in Europa.

Pacchetto Energia dei Cittadini

L'intersezione tra condivisione dell'energia e comunità energetiche è resa esplicita nel Pacchetto sull'Energia dei Cittadini (PEC) recentemente pubblicato. In particolare, il Pilastro 2, Azione 5 menziona la necessità di “potenziare l'autoproduzione energetica e la condivisione dell'energia tra i cittadini”². Il PEC indica diverse ragioni per accelerare la condivisione dell'energia: il consumo locale di energia autoprodotta può alleggerire la rete, aumentare l'autonomia energetica e, in ultima analisi, consentire un'energia locale a prezzi accessibili – specialmente per le famiglie vulnerabili. La Commissione europea punta ad attivare il potenziale inesplorato nel campo della condivisione dell'energia, poiché ciò può anche aumentare il risparmio energetico negli Stati membri. La questione cruciale sarà se e come il PEC sarà seguito da finanziamenti europei applicabili al fine di ristrutturare i sistemi

¹ Direttiva (UE) 2018/1711 del Parlamento europeo e del Consiglio

² Pacchetto Energia dei cittadini (2026)

energetici locali in comunità di condivisione dell'energia. Il PEC si concentra sulla condivisione dell'energia come soluzione alla dipendenza dai combustibili fossili e alla volatilità dei prezzi, nonché come soluzione per consentire alle famiglie vulnerabili di risparmiare denaro.

La legislazione europea rappresenta un passo avanti, mentre l'attuazione negli Stati membri ne costituisce un altro. Gli ostacoli e le barriere sono spesso molteplici e gli Stati membri mostrano livelli di ambizione diversi nell'affrontarli. I fattori più determinanti per valutare i progressi compiuti da un paese sono: legislazione nazionale, raccolta dati e diffusione dei contatori intelligenti, disponibilità di software, strutture di supporto nazionali e numero di progetti di condivisione energetica portati a termine con successo.

Condivisione dell'energia in Italia: status quo e politiche

Legislazione nazionale: il governo italiano ha reso possibile la condivisione dell'energia nel 2020 con l'articolo 42-bis della legge 8/2020. Con il decreto legislativo 199/2021, Roma ha aumentato la quantità di energia condivisa per ogni impianto da 200 kW a 1 MW nel 2021. Dal punto di vista geografico, la condivisione di energia in una Comunità Energetica Rinnovabile (REC) è limitata ai confini della stessa sottostazione secondaria.³

Raccolta dati e diffusione dei contatori intelligenti: l'Italia è uno dei paesi europei che si distingue positivamente nella diffusione dei contatori intelligenti sul territorio nazionale. Fino al 98% delle utenze ha un sistema di contatori intelligenti per monitorare i dati ogni 15 minuti; il numero di contatori intelligenti installati è pari a 44 milioni. Questo rapido sviluppo crea condizioni

favorevoli per la condivisione dell'energia. I dati vengono raccolti dal fornitore di energia locale e non sono standardizzati a livello nazionale.

Disponibilità di software: in Italia diversi fornitori creano software per la condivisione dell'energia. L'operatore statale italiano per i servizi energetici, Gestore dei Servizi Energetici (GSE) fornisce uno strumento digitale gratuito da utilizzare per la condivisione dell'energia. Questo strumento è in grado di ottimizzare le dimensioni degli impianti fotovoltaici e di effettuare simulazioni per un massimo di 3 prosumer e 99 consumatori. Può calcolare i ricavi fino a 20 anni e i titolari di certificati verdi possono inserire le proprie specificità. Diversi altri simulatori software gratuiti, quali RECON, ROSE e HEXERGY APP, forniscono servizi simili. La situazione in Italia per quanto riguarda il software e la raccolta dati è molto avanzata e può fungere da best practice per altri paesi europei.⁴

Strutture di supporto nazionali: Con il Decreto Ministeriale 414/2023 l'Italia garantisce un meccanismo di supporto per le REC, attraverso finanziamenti e trasferimento di conoscenze. In primo luogo, una tariffa incentivante per l'energia prodotta e condivisa collettivamente e un contributo forfettario non rimborsabile pari al 40% dei costi di installazione degli impianti di energia rinnovabile delle CER. In secondo luogo, attraverso il GSE, le comunità possono accedere a canali di supporto dedicati, documenti specifici e guide informative.

Numero di progetti di condivisione energetica portati a termine con successo:

Il GSE conta 212 REC attive in tutta Italia nel 2025. Queste dispongono di 326 impianti di energia rinnovabile collegati, con una potenza totale di 18

³ REScoop 2025: [Quadri normativi e schemi di sostegno in Italia: Valutazione complessiva](#)

⁴ Piserà et al (2023): [Piattaforma digitale open source per la progettazione di comunità energetiche rinnovabili in Italia: una panoramica](#)

MW. 1.956 consumatori ricevono energia attraverso la condivisione energetica.

Best practice: Nel [Whitebook di ECOEMPOWER](#) sono disponibili una descrizione dettagliata e un'intervista alla comunità energetica CESLA.

ECOEMPOWER



Il progetto ECOEMPOWER - Ecosystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities riceve finanziamenti dall'Agenzia esecutiva europea per il clima, le infrastrutture e l'ambiente (CINEA) nell'ambito della convenzione di sovvenzione n. 101120775.

Sdílení energie a komunity využívající obnovitelné zdroje energie

Definice sdílení energie

Evropská komise definuje sdílení energie v novele návrhu uspořádání trhu s elektřinou (EMD) jako: „vlastní spotřebu obnovitelné energie aktivními zákazníky¹. To znamená kolektivní vlastní spotřebu skupiny lidí, kteří vlastní distribuované zdroje na (potenciálně) více místech, například: škola spotřebovává přebytečnou energii ze střešních fotovoltaických systémů svých sousedů. Tento mechanismus může snížit závislost na fosilních palivech a zvýšit soběstačnost v dané lokalitě.

Novela EMD dále zaručuje právo na sdílení energie všem domácnostem, malým a středním podnikům a veřejným orgánům. Tímto krokem evropská legislativa nyní zavazuje všechny členské státy, aby přijaly odpovídající opatření a umožnily sdílení energie prostřednictvím vnitrostátních právních předpisů. Členské státy by měly tuto legislativu implementovat do července 2026 a zajistit nezbytnou technickou infrastrukturu. Technická infrastruktura je bezpochyby jednou z klíčových oblastí, kde je zapotřebí rychlý rozvoj. Mimo jiné by již nyní měly být v celé Evropě zavedeny inteligentní měřiče (tj. inteligentní měřicí systémy, které mohou zaznamenávat data v 15minutových intervalech), aby byl umožněn přenos dat potřebný k plnému využití potenciálu sdílení energie. Realita je bohužel zcela odlišná, protože některé členské státy nainstalovaly inteligentní měřiče pouze u 10 % domácností a zařízení.

Sdílení energie a energetické komunity

Sdílení energie je klíčovým mechanismem pro občanskou energetiku a aktivní účast spotřebitelů na energetické transformaci. Komunity pro obnovitelné zdroje energie (REC) hrají důležitou roli jako ambasadoři, realizátoři a uživatelé rámců umožňujících sdílení energie. Ne každá REC využívá sdílení energie a ne každá forma sdílení energie vyžaduje účast REC – ale oba koncepty jdou ruku v ruce. Společně posilují podmínky pro občanskou energetiku v Evropě.

Energetický balíček pro občany

Propojení sdílení energie a energetických komunit je jasně vyjádřeno v nově zveřejněném Energetickém balíčku pro občany (CEP), kde oba koncepty jdou ruku v ruce. Konkrétně pilíř 2, akce 5 zmiňuje nutnost „podpořit vlastní výrobu energie a sdílení energie mezi občany“². Balíček CEP uvádí několik důvodů pro urychlení sdílení energie: místní spotřeba vlastní vyrobené energie může odlehčit síti, posílit energetickou autonomii a v konečném důsledku umožnit dostupnou místní energii – zejména pro zranitelné domácnosti. Evropská komise se snaží aktivovat nevyužitý potenciál v oblasti sdílení energie, který umožní zvýšit úspory energie v členských státech. Klíčovou otázkou bude, zda a jak bude na CEP navazovat příslušné evropské financování s cílem restrukturalizovat místní energetické systémy na komunity sdílející energii. CEP se zaměřuje na sdílení energie jako řešení závislosti na fosilních palivech, kolísavých cen a jako řešení pro zranitelné domácnosti, které chtějí ušetřit peníze.

Evropská legislativa představuje jeden krok na této cestě, dalším krokem je její implementace v členských státech. Překážky a bariéry jsou často

¹ Směrnice Evropského parlamentu a Rady (EU) 2018/1711

² Energetický balíček pro občany (2026)

mnohostranné a členské státy se liší v míře ambicí při jejich překonávání. Nejdůležitějšími faktory pro posouzení, jak daleko daná země pokročila, jsou: vnitrostátní legislativa, sběr dat a zavádění inteligentních měřičů, dostupnost softwaru, vnitrostátní podpůrné struktury a počet úspěšných projektů sdílení energie.

Sdílení energie v České republice: současný stav a politiky

Národní legislativa: Česká republika umožnila sdílení energie prostřednictvím novely známé jako Lex OZE II, která vstoupila v platnost v lednu 2024. Zavedla právní rámec umožňující sdílení elektřiny v distribučních sítích mezi domácnostmi, bytovými domy, firmami a energetickými komunitami. Systém spravuje Elektroenergetické datové centrum (EDC), které registruje účastníky a v reálném čase dohlíží na sdílenou elektřinu. Od srpna 2026 by mělo EDC spustit tři nové služby: skladování elektřiny, podporu agregace technické flexibility pro vyrovnávací služby a systém „semaforů“ v síti poskytující informace v reálném čase o kapacitě a omezeních sítě. Tyto služby mají podporovat efektivní provoz a vyvažování české elektrizační soustavy.³

Sběr dat a zavádění inteligentních měřičů: Sdílení elektřiny funguje na základě dat v 15minutových intervalech shromážděných inteligentními měřiči, které se rychle zavádějí po celé zemi. Každý zúčastněný spotřebitel a výrobce musí být vybaven takovým měřičem, který bezplatně instalují distributoři. EDC digitálně shromažďuje, zpracovává a vyvažuje data o spotřebě a výrobě, čímž zajišťuje transparentní vyúčtování sdílení. Ačkoli zavádění stále probíhá,

nová fotovoltaická připojení zahrnují infrastrukturu inteligentního měření.

Dostupnost softwaru: EDC provozuje národní digitální platformu, která spravuje registrace, výměnu dat a alokační klíče pro sdílenou elektřinu. Různí místní poskytovatelé také vyvíjejí vizualizační a optimalizační nástroje pro komunity a aktivní spotřebitele. Pilotní software společností ČEZ Distribuce a E.ON Energie podporuje monitorování dat a simulaci výkonu. Český trh se nachází v rané, ale dynamické fázi vývoje, přičemž interoperabilita a přístup k datům se postupně standardizují.

Národní podpůrné struktury: Energetické komunity mohou využít různé finanční a poradenské podpory, např. prostřednictvím programu KOMUNERG, který přiděluje přibližně 20 miliard EUR, z čehož 2,8 % je specificky určeno pro energetické komunity. Energetické komunity mohou rovněž čerpat prostředky z Národního plánu obnovy, i když ten není specificky zaměřen na energetické komunity. Veřejné povědomí a účast jsou posilovány národními kampaněmi koordinovanými Ministerstvem průmyslu a obchodu (MPO) a Energetickým regulačním úřadem (ERÚ).⁴

Počet úspěšných projektů sdílení energie: Do konce roku 2025 bylo v českém systému sdílení energie registrováno téměř 40 000 účastníků, včetně 864 bytových domů, 85 energetických komunit a více než 22 000 výrobních a 37 000 odběrných míst. Společně v roce 2025 sdíleli skoro 60 GWh elektřiny, což odpovídá roční spotřebě malého města, jako je Litovel nebo Turnov. Počet operací každý měsíc roste a každé

³ <https://www.edc-cr.cz/pro-verejnost/aktuality/tiskove-zpravy/dalsi-krok-k-moderni-energetice-sdileni-elektriny-letos-doplni-nove-sluzby/>

⁴ <https://www.rescoop.eu/policy/financing-tracker/recovery-resilience-funds/czech-republic>

čtvrtletí do systému vstupují tisíce nových účastníků.⁵

Osvědčená praxe: Podrobný popis a rozhovor s členy komunity pro sdílení energie ve Zlíně najdete v publikaci [ECOEMPOWER Whitebook](#).

ECOEMPOWER



Projekt ECOEMPOWER – Ecosystems EMPOWERing na regionální a místní úrovni podporující energetické komunity je financován

Evropskou výkonnou agenturou pro klima, infrastrukturu a životní prostředí (CINEA) na základě grantové dohody č. 101120775.

⁵ <https://www.edc-cr.cz/pro-verejnost/aktuality/tiskove-zpravy/cesi-chteji-sdilet-elektrinu-zajem-neprerusily-ani-zima-ani-vanoce/>

Κοινή χρήση ενέργειας και κοινότητες ανανεώσιμων πηγών

Ορισμός της κοινής χρήσης ενέργειας

Η Ευρωπαϊκή Επιτροπή ορίζει την κοινή χρήση ενέργειας στον αναθεωρημένο σχεδιασμό της αγοράς Ηλεκτρικής Ενέργειας της ΕΕ(EMD) ως: «την αυτοκατανάλωση ανανεώσιμης ενέργειας από ενεργούς καταναλωτές»¹. Αυτό σημαίνει τη συλλογική αυτοκατανάλωση μιας ομάδας ατόμων που διαθέτουν κατανεμημένους πόρους σε (ενδεχομένως) πολλαπλές τοποθεσίες, για παράδειγμα: Ένα σχολείο καταναλώνει την επιπλέον ενέργεια από τα φωτοβολταϊκά συστήματα που βρίσκονται στις στέγες των γειτόνων του. Ο μηχανισμός αυτός μπορεί να μειώσει την εξάρτηση από τα ορυκτά καύσιμα και να αυξήσει την αυτάρκεια στην περιοχή.

Η τροπολογία EMD εγγυάται περαιτέρω το δικαίωμα στην κοινή χρήση ενέργειας σε όλα τα νοικοκυριά, τις μικρομεσαίες επιχειρήσεις και τους δημόσιους φορείς. Με αυτόν τον τρόπο, η ευρωπαϊκή νομοθεσία υποχρεώνει πλέον όλα τα κράτη μέλη να αναλάβουν αντίστοιχη δράση, καθιστώντας δυνατή την κοινή χρήση ενέργειας μέσω της εθνικής νομοθεσίας. Τα κράτη μέλη θα πρέπει να εφαρμόσουν τη νομοθεσία έως τον Ιούλιο του 2026 και να παρέχουν την απαραίτητη τεχνική υποδομή. Η τεχνική υποδομή είναι αναμφίβολα ένας από τους βασικούς τομείς όπου απαιτείται ταχεία ανάπτυξη. Μεταξύ άλλων, οι έξυπνοι μετρητές (δηλ. έξυπνα συστήματα μέτρησης που μπορούν να καταγράφουν δεδομένα ανά 15 λεπτά) θα έπρεπε να έχουν ήδη εγκατασταθεί σε όλη την Ευρώπη, ώστε να καταστεί δυνατή η μεταφορά δεδομένων που απαιτείται για την πλήρη αξιοποίηση του δυναμικού της κοινής χρήσης ενέργειας. Δυστυχώς, η πραγματικότητα είναι πολύ διαφορετική, καθώς ορισμένα κράτη μέλη έχουν

εγκαταστήσει έξυπνους μετρητές μόνο στο 10% των νοικοκυριών και των εγκαταστάσεων.

Κοινή χρήση ενέργειας και ενεργειακές κοινότητες

Η κοινή χρήση ενέργειας αποτελεί βασικό μηχανισμό για την ενεργειακή αυτονομία των πολιτών και την ενεργό συμμετοχή των καταναλωτών στην ενεργειακή μετάβαση. Οι Κοινότητες Ανανεώσιμης Ενέργειας (ΚΑΕ) ως πρεσβευτές της ενεργειακής μετάβασης διαδραματίζουν σημαντικό ρόλο στην υλοποίηση και χρήση των πλαισίων που επιτρέπουν την κοινή χρήση ενέργειας. Η κοινή χρήση ενέργειας δεν Δεν χρησιμοποιούν όλες οι ΚΑΕ τα πλαίσια για την κοινή χρήση ενέργειας και αντίστροφα, δεν απαιτείται για κάθε μορφή κοινής χρήσης ενέργειας η συμμετοχή μιας ΚΑΕ – ωστόσο, οι δύο έννοιες συμβαδίζουν. Μαζί ενισχύουν το πεδίο δράσης της ενεργειακής συμμετοχής των πολιτών στην Ευρώπη.

Δέσμη ενεργειακών μέτρων για τους πολίτες (Citizen Energy Package)

Η διασταύρωση της κοινής χρήσης ενέργειας και των ενεργειακών κοινοτήτων γίνεται σαφής στο πρόσφατα δημοσιευμένη Δέσμη ενεργειακών μέτρων για τους πολίτες (Citizen Energy Package - CEP), όπου και οι δύο έννοιες συμβαδίζουν. Συγκεκριμένα, ο Πυλώνας 2, Δράση 5, αναφέρει την ανάγκη «ενίσχυσης της αυτοπαραγωγής ενέργειας και της κοινής χρήσης ενέργειας μεταξύ των πολιτών»². Η CEP αναφέρει διάφορους λόγους για την επιτάχυνση της κοινής χρήσης ενέργειας: Η τοπική κατανάλωση αυτοπαραγόμενης ενέργειας μπορεί να ανακουφίσει το δίκτυο, να ενισχύσει την ενεργειακή αυτονομία και, τελικά, να καταστήσει

¹ Οδηγία (ΕΕ) 2018/1711 του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου και του Συμβουλίου

² Δέσμη ενεργειακών μέτρων για τους πολίτες (Citizen Energy Package) (2026)

δυνατή την προσιτή τοπική εγχώρια ενέργεια – ειδικά για τα ευάλωτα νοικοκυριά. Η Ευρωπαϊκή Επιτροπή στοχεύει στην ενεργοποίηση του αναξιοποίητου δυναμικού που υπάρχει στον τομέα της κοινής χρήσης ενέργειας, καθώς αυτό μπορεί επίσης να ενισχύσει την εξοικονόμηση ενέργειας στα κράτη μέλη. Το κρίσιμο ερώτημα θα είναι εάν και πώς η CEP θα συνοδευτεί από κατάλληλη ευρωπαϊκή χρηματοδότηση, προκειμένου να αναδιαρθρωθούν τα τοπικά ενεργειακά συστήματα σε κοινότητες κοινής χρήσης ενέργειας. Η CEP εστιάζει στην κοινή χρήση ενέργειας ως λύση για το ζήτημα της εξάρτησης από τα ορυκτά καύσιμα και τις διακυμάνσεις των τιμών ενέργειας, καθώς και ως λύση για τα ευάλωτα νοικοκυριά ώστε να εξοικονομήσουν χρήματα.

Η ευρωπαϊκή νομοθεσία αποτελεί ένα βήμα προς αυτή την κατεύθυνση, ενώ η εφαρμογή της στα κράτη μέλη είναι ένα άλλο. Τα εμπόδια και οι δυσκολίες είναι συχνά πολλαπλά και τα κράτη μέλη διαφέρουν ως προς το βαθμό φιλοδοξίας τους στην αντιμετώπισή τους. Οι πιο κρίσιμοι παράγοντες για να εκτιμηθεί πόσο έχει προχωρήσει μια χώρα είναι: η εθνική νομοθεσία, η συλλογή δεδομένων και η εγκατάσταση έξυπνων μετρητών, η διαθεσιμότητα λογισμικού, οι εθνικές δομές υποστήριξης και ο αριθμός των επιτυχημένων έργων κοινής χρήσης ενέργειας.

Κοινή χρήση ενέργειας στην Ελλάδα: Υφιστάμενη κατάσταση και πολιτικές

Εθνική νομοθεσία: Ο Νόμος 5037/2023 αναμόρφωσε το πλαίσιο της κοινοτικής ενέργειας στην Ελλάδα, εισάγοντας δύο νέους τύπους Ενεργειακών Κοινοτήτων: τις **Κοινότητες Ανανεώσιμης Ενέργειας (Κ.Α.Ε.)**, που αντιστοιχούν στις Renewable Energy Communities (RECs), και τις **Ενεργειακές**

Κοινότητες Πολιτών (Ε.Κ.Π.), που αντιστοιχούν στις Citizen Energy Communities (CECs), αντικαθιστώντας το προηγούμενο καθεστώς που είχε θεσπιστεί με τον Νόμο 4513/2018. Ο ίδιος νόμος έθεσε επίσης τις βάσεις για τον ενεργειακό διαμοιρασμό μέσω σχημάτων αυτοκατανάλωσης, εισάγοντας τους μηχανισμούς του net-billing και του virtual net-billing για νοικοκυριά, επιχειρήσεις και ενεργειακές κοινότητες. Ως αποτέλεσμα, ο ενεργειακός διαμοιρασμός είναι πλέον νομικά εφικτός στην Ελλάδα, ιδίως μέσω σχημάτων virtual net-billing εντός των Κ.Α.Ε. και Ε.Κ.Π.³ ωστόσο, η εφαρμογή του βρίσκεται ακόμη σε πρώιμο στάδιο και η υιοθέτησή του παραμένει σχετικά περιορισμένη σε σύγκριση με πιο ώριμες αγορές ενεργειακού διαμοιρασμού στην Ευρώπη.

3

Συλλογή δεδομένων και εγκατάσταση έξυπνων μετρητών: Η εγκατάσταση έξυπνων μετρητών στην Ελλάδα πραγματοποιείται υπό την αιγίδα του Διαχειριστή Ελληνικού Δικτύου Διανομής Ηλεκτρικής Ενέργειας (ΔΕΔΔΗΕ / HEDNO). Από το 2025, περίπου το 20% των νοικοκυριών διαθέτει έξυπνους μετρητές, αριθμός που αντιστοιχεί σε περίπου 1,5 εκατομμύρια εγκαταστάσεις. Η πανελλαδική εγκατάσταση 6,6 εκατομμυρίων μετρητών προβλέπεται να ολοκληρωθεί έως το 2030. Τα δεδομένα σε διαστήματα 15 λεπτών που συλλέγει ο ΔΕΔΔΗΕ σύμφωνα με τους κανόνες του Εικονικού Ενεργειακού Συμφωνισμού επιτρέπουν την κατανομή της κοινής ενέργειας μεταξύ των μελών της κοινότητας.⁴

Διαθεσιμότητα λογισμικού: Οι ενεργειακές κοινότητες στην Ελλάδα χρησιμοποιούν την ψηφιακή πύλη που διαχειρίζεται ο ΔΕΔΔΗΕ για την εγγραφή, τη μέτρηση και την κατανομή της κοινής παραγωγής. Διάφορες συνεργατικές πλατφόρμες και τεχνικές εταιρείες, όπως η

³ www.econlaw.gr/el/νόμος-5037-2023-αλλαγές-στο-ενεργειακό-δίκαιο/

⁴ <https://energypress.eu/smart-meter-rollout-picks-up-pace-1-5m-by-year-end/>

Ecopower Greece, προσφέρουν εργαλεία προσομοίωσης για τον υπολογισμό του μεγέθους των φωτοβολταϊκών συστημάτων και την εξισορρόπηση του VNM.

Εθνικές δομές στήριξης: Μέσω του Εθνικού Σχεδίου Ανάκαμψης και Ανθεκτικότητας, η Ελλάδα στηρίζει τις ενεργειακές κοινότητες που μοιράζονται πράσινη ενέργεια με 100 εκατομμύρια ευρώ. Τα Επιχειρησιακά Προγράμματα Χρηματοδότησης στο πλαίσιο της Πολιτικής Συνοχής της περιόδου 2021-2027 αναφέρουν συχνά τις κοινότητες κοινής χρήσης ενέργειας ως πιθανούς δικαιούχους δημόσιας χρηματοδότησης. Πρόσθετα κίνητρα περιλαμβάνουν πριμ τροφοδότησης περίπου 0,087–0,095 € ανά kWh και επιχορηγήσεις που καλύπτουν έως και το 40% του κόστους εγκατάστασης για μονάδες ανανεώσιμων πηγών ενέργειας που ανήκουν στην κοινότητα.⁵

Αριθμός επιτυχημένων έργων κοινής χρήσης ενέργειας: Το 2025, έχουν καταχωρηθεί 140 έργα αυτοπαραγωγής, αριθμός πολύ μικρότερος από το συνολικό αριθμό των 1.932 έργων ενεργειακών κοινοτήτων που έχουν καταχωρηθεί συνολικά στην Ελλάδα. Πολλές ενεργειακές κοινότητες είναι εμπορικά έργα και δεν προβλέπεται να επιτρέψουν την κοινή χρήση ενέργειας μεταξύ των καταναλωτών. Με την πραγματική κοινή χρήση ενέργειας λειτουργούν περίπου 61,8 MW. Αναφέρεται ταχεία ανάπτυξη στην Κεντρική Μακεδονία, την Κρήτη και την Πελοπόννησο, με νέα συμπλέγματα να σχηματίζονται στο πλαίσιο πρωτοβουλιών υπό την ηγεσία των δήμων.⁶

Βέλτιστη πρακτική: Μια αναλυτική περιγραφή και μια συνέντευξη με την ενεργειακή κοινότητα του Δομοκού μπορείτε να βρείτε στο [ECOEMPOWER Whitebook](#).

ECOEMPOWER



Το έργο ECOEMPOWER - Ecosystems EMPOWERing σε περιφερειακή και τοπική κλίμακα που υποστηρίζει τις ενεργειακές κοινότητες χρηματοδοτείται από τον Ευρωπαϊκό Οργανισμό για το Κλίμα, τις Υποδομές και το Περιβάλλον (CINEA) στο πλαίσιο της συμφωνίας επιχορήγησης αριθ. 101120775.

⁵ <https://www.rescoop.eu/policy/transposition-tracker/enabling-frameworks-support-schemes/greece>

⁶ Mantzaris et al (2025): [Ενεργειακές Κοινότητες & Αυτοπαραγωγή στην Ελλάδα](#)

Energie-Sharing und Gemeinschaften für erneuerbare Energien

Definition von Energie-Sharing

Die Europäische Kommission definiert Energieteilen in der Änderung des Elektrizitätsmarktdesigns (EMD) der Union wie folgt: „der Eigenverbrauch von erneuerbarer Energie durch aktive Kunden“¹. Dies bedeutet den kollektiven Eigenverbrauch einer Gruppe von Menschen, die dezentrale Ressourcen an (möglicherweise) mehreren Standorten besitzen, zum Beispiel: Eine Schule verbraucht die überschüssige Energie aus den Dach-PV-Anlagen ihrer Nachbarn. Dieser Mechanismus kann die Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen verringern und die Selbstversorgung vor Ort erhöhen.

Die EMD-Änderung garantiert darüber hinaus allen Haushalten, KMU und öffentlichen Einrichtungen das Recht auf Energie-Sharing. Damit verpflichtet die europäische Gesetzgebung nun alle Mitgliedstaaten, entsprechende Maßnahmen zu ergreifen, indem sie Energie-Sharing durch nationale Rechtsvorschriften ermöglichen. Die Mitgliedstaaten sollten die Rechtsvorschriften bis Juli 2026 umsetzen und die erforderliche technische Infrastruktur bereitstellen. Die technische Infrastruktur ist zweifellos einer der Schlüsselbereiche, in denen rasche Entwicklungen erforderlich sind. Unter anderem hätten intelligente Zähler (d. h. intelligente Messsysteme, die Daten im 15-Minuten-Takt erfassen können) inzwischen europaweit eingeführt sein müssen, um die Datenübertragung zu ermöglichen, die erforderlich ist, um das volle Potenzial des Energieteilsystems auszuschöpfen. Leider sieht die Realität ganz anders aus: In einigen Mitgliedstaaten wurden intelligente Zähler nur in

bis zu 10 % der Haushalte und Einrichtungen installiert.

Energie-Sharing und Energiegemeinschaften

Energie-Sharing ist ein zentraler Mechanismus für Bürgerenergie und die aktive Beteiligung der Verbraucher an der Energiewende. Erneuerbare-Energien-Gemeinschaften (RECs) spielen eine wichtige Rolle als Botschafter, Umsetzer und Nutzer der Rahmenbedingungen, die Energie-Sharing ermöglichen. Nicht jede REC nutzt Energie-Sharing und nicht jede Form von Energie-Sharing erfordert die Beteiligung einer REC – doch beide Konzepte gehen Hand in Hand. Gemeinsam stärken sie das Spielfeld der Bürgerenergie in Europa.

Citizen Energy Package

Die Schnittstelle zwischen Energy-Sharing und Energiegemeinschaften wird im kürzlich veröffentlichten Bürgerenergiepaket (CEP) deutlich gemacht, in dem beide Konzepte Hand in Hand gehen. Insbesondere in Säule 2, Maßnahme 5, wird die Notwendigkeit erwähnt, „die eigene Energieerzeugung und die gemeinsame Energienutzung unter den Bürgern zu fördern“². Das CEP nennt mehrere Gründe für die Beschleunigung der gemeinsamen Energienutzung: Der lokale Verbrauch selbst erzeugter Energie kann das Netz entlasten, die Energieautonomie stärken und letztlich erschwingliche lokale Energie ermöglichen – insbesondere für von Energiearmut bedrohte Haushalte. Die Europäische Kommission strebt an, das ungenutzte Potenzial durch die-Teilhabe an der Energiewende zu aktivieren, da dies auch zu höheren Energieeinsparungen in den Mitgliedstaaten führen kann. Die entscheidende

¹ Richtlinie (EU) 2018/1711 des Europäischen Parlaments und des Rates

² Bürger-Energiepaket (2026)

Frage wird sein, ob und wie dem CEP entsprechende europäische Fördermittel folgen werden, um lokale Energiesysteme zu partizipativen Energiegemeinschaften umzugestalten. Laut CEP können Energiegemeinschaften Lösungen für mehrere Probleme bieten: die Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen, schwankende Preise und als Möglichkeit für einkommensschwache Haushalte, Geld zu sparen.

Die europäische Gesetzgebung ist ein Schritt auf diesem Weg, die Umsetzung in den Mitgliedstaaten wird der nächste sein. Die Hürden und Hindernisse sind oft vielfältig und die Mitgliedstaaten unterscheiden sich in ihren Ambitionen bei der Bewältigung dieser Herausforderungen. Die wichtigsten Faktoren, um zu beurteilen, wie weit ein Land bereits gekommen ist, sind: nationale Gesetzgebung, Datenerfassung, Einführung intelligenter Zähler, Verfügbarkeit von Software, nationale Förderstrukturen sowie die Anzahl erfolgreicher Energie-Sharing-Projekte. Im Folgenden soll diese Situation in Deutschland beleuchtet werden.

Energie-Sharing in Deutschland: Status quo und politische Maßnahmen

Nationale Gesetzgebung: Deutschland hinkt bei der Einführung einer Gesetzgebung für den Energieaustausch hinterher. Mit Inkrafttreten des Gesetzes EnWG §42c im Juni 2026 wird es Haushalten in einem Netzgebiet ermöglicht, Energie untereinander auszutauschen. Einfamilienhaushalte können bis zu 30 kW und Mehrfamilienhaushalte bis zu 100 kW einspeisen. Von NGOs und Verbänden wird jedoch zB kritisiert, dass das Gesetz wenig Anreize schafft, da

beispielsweise weiter Netzentgelte gezahlt werden müssen.

Datenerfassung & Einführung intelligenter Zähler: Das deutsche Gesetz zur Einführung intelligenter Zähler (2023)³ schreibt intelligente Zähler für alle Haushalte mit einem Jahresverbrauch von über 6.000 kWh sowie für neue Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energien vor. Zum Ende des Jahres 2025 wurden 5,5 % aller Anschlüsse mit intelligenten Messsystemen ausgestattet, wobei die vollständige Einführung bis 2032 erwartet wird. Die von der europäischen Kommission vorgegebene Zielgröße bis Ende 2025 lag allerdings bei 20% der gesamte Ausbau. Die Datenerfassung wird von zertifizierten Messstellenbetreibern unter strengen BSI-Verschlüsselungsstandards verwaltet.⁴

Softwareverfügbarkeit: Deutsche Energiegemeinschaften profitieren von mehreren spezialisierten Plattformen, darunter *Lumenaza*, *WeShareEnergy* und *Buzzn*, die virtuellen Energieaustausch, Produktionsprognosen und automatisierte Abrechnung bieten. Bürger-Energienetze können zudem Open-Source-Tools nutzen, die im Rahmen von Projekten der Programme *SINTEG* und *Reallabore der Energiewende* entwickelt wurden. Diese Tools integrieren Messdaten direkt über zertifizierte Gateways und bieten transparente Ausgleichs- und Optimierungsfunktionen.

Nationale Förderstrukturen: Allgemeine finanzielle Unterstützung für Projekte im Bereich erneuerbare Energien kommt aus den EEG-Einspeisemechanismen, spezifischen staatlichen Programmen wie KfW-Zuschüssen und regionalen Förderlinien, die sich je nach Landkreis unterscheiden. Spezifische Anreize für die

³ <https://www.bundeswirtschaftsministerium.de/Redaktion/DE/Pressemitteilungen/2023/05/20230512-smart-meter-gesetz-final-beschlossen.html>

⁴ <https://www.bundesnetzagentur.de/DE/Fachthemen/ElektrizitaetundGas/NetzzugangMesswesen/Mess-undZaehlwesen/iMSys/artikel.html>

Energieverteilung sind konkrete Erleichterungen, die durch die neue Gesetzgebung definiert sind: Haushalte, die im Bereich von 30/100 kW bleiben, genießen günstige Bedingungen in Bezug auf Steuern und Dokumentationsanforderungen.

Anzahl erfolgreicher Energiegemeinschaftsprojekte: Bis Anfang 2026 gibt es in Deutschland über 1.850 aktive Energiegemeinschaften und mehr als 9.000 kollektive Eigenverbrauchsprojekte. Diese Einrichtungen verwalten gemeinsam rund 4,6 GW an erneuerbarer Leistung, vor allem im PV Bereich, konnten jedoch bis Juni 2026 noch keine Energie teilen – sie produzieren und verkaufen sie gemeinsam. Rund 220.000 Bürger sind direkt an solchen Energiegemeinschaften beteiligt, entweder als Erzeuger oder als Verbraucher. Nach Einführung der neuen Energy-Sharing Regelung wird das Entstehen von Pilotprojekten in diesem Bereich erwartet.

Best-Practice: Energy Sharing ist in Deutschland erst ab dem 1. Juni 2026 möglich, weshalb es noch kein nationales Best-Practice gibt. Eine ausführliche Beschreibung und ein Interviews mit der Energiegemeinschaft Dorfenergie Eppishausen eG sowie Energy Sharing Gemeinschaften aus anderen europäischen Ländern finden Sie im [ECOEMPOWER Whitebook](#).



Das Projekt ECOEMPOWER – ECOsystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities – wird von der Europäischen Exekutivagentur für Klima, Infrastruktur und Umwelt (CINEA) im Rahmen der Fördervereinbarung Nr. 101120775 finanziert.

Energy Sharing and Renewable Energy Communities

Definition of Energy Sharing

The European Commission defines energy sharing in the Amendment of the Union's electricity market design (EMD) as: "the self-consumption by active costumers of renewable energy"¹. This means a collective self-consumption of a group of people that both produces and then consumes its own energy, example: A school consumes the extra energy from its neighbors rooftop PV. This mechanism can reduce dependency on fossil fuels and alter self-sufficiency.

The EMD Amendment further guarantees the right to energy sharing to all households, SMEs and public bodies. With doing so, European Legislation now obliges all member states to take according actions in making energy sharing possible through national legislation. Member states have to implement the legislation until July 2026 and provide the technical infrastructure accordingly. Technical Infrastructure is without doubt one of the key areas where rapid development is needed. Smart Meters, intelligent measuring systems that can record 15- minute data, should have been rolled out throughout Europe by now to enable the data transfer that is needed for balancing energy sharing. Unfortunately, the reality looks very differently with some member states only having installed smart meters in up to 10% of households and facilities.

Energy sharing and energy communities

Energy sharing is a key mechanism for citizen energy and active participation of consumers in the energy transition. Renewable energy communities (RECs) have an important role as ambassadors, implementers and users of energy sharing. Not every REC uses energy sharing and

not every energy sharing requires the participation of a REC – but both concepts go hand in hand. Together they strengthen the playing field of citizen energy in Europe.

Citizen Energy Package

The intersection of energy sharing and energy communities is made explicit in the newly published Citizen Energy Package (CEP) where both concepts go hand in hand. Specifically Pillar 2, Action 5 mentions the necessity of "boosting energy self-production and energy sharing among citizens"² The CEP names several reasons for accelerating energy sharing: Local consumption of self-produced energy can relieve the grid, step up energy autonomy and ultimately enable affordable local energy – especially for vulnerable households. The European Commission is aiming to use untapped potential in the sector of energy sharing, since it can also enhance savings on energy in the member states. The crucial question will be if and how the CEP will be followed by applicable European funding in order to restructure local energy systems to energy sharing communities. The CEP focuses on energy sharing as a solution for dependency on fossil fuels, volatile prices and a solution for vulnerable households to save money.

Following the Citizen Energy Package the European Commission launched the Energy Communities Action Plan on 30th of April 2026. We have identified several levers that are crucial for successful energy sharing projects and will analyze the Action Plan according to these categories.

¹ Directive (EU) 2018/1711 of the European Parliament and of the Council

² Citizen Energy Package (2026)

Energy Communities Action Plan

We have identified the levers: National Legislation, Data Collection & Smart Meter Rollout and National Support Structures as crucial for successful energy sharing and self-consumption projects. In the following we will analyze the Energy Communities action plan accordingly.

National Legislation: Besides the recommendation to develop national strategies for energy communities and self-consumption the European Commission points out the importance of fair and equal access to self-consumption. This means especially including vulnerable groups and making sure through national legislation that self-consumption initiatives keep this in mind from the beginning. The EC acknowledges that initiatives often rely on volunteer engagement and therefore national legislation should not just solve the technical problems these initiatives are facing but also ensure a support system to ensure the volunteers working conditions are as convenient as possible.

Additionally, the topic of monitoring the implementation of national legislation seems crucial and is highlighted many times in the action plan. We strongly support good and coherent monitoring that also go through with according consequences when non-compliance occurs. This also includes making sure, through legislation but also monitoring that self-consumption actually targets community initiatives and doesn't provide a loophole for commercial market actors.

Data Collection & Smart Meter Rollout: The Action Plan advises member states to deploy smart meters "within a reasonable timeframe". As the smart meter rollout is one of the most pressing problems in energy self-consumption, this step is overdue in many countries. The data shall not just be recorded but also made available in near real-time, which is something we can see happening in

the Czech Republic. With data and software available to all different stakeholders in the energy self-consumption, we would really see a shift from centralization of information with energy providers to a broad network of actors sharing the same information. Energy systems in member states would diverge from clear information hierarchies to broad-information sharing and accessibility. This flow of information would be the base for a well-functioning self-consumption system.

National Support Structures: The Energy Communities action plans recommends one thing above most: Simplicity. Be it in regulation, in grid connection or financing; the customers in energy sharing are often organized on a volunteer basis and should be supported as much as possible. This means e.g. in financing that there have to be implemented easier rules for permitting small-scale PVs and also targeted financial support for integrated energy systems such as small PV, storage and renewable heating and cooling. The Action Plan reminds national states, that a European vision would be to – in the not too far future – have one energy community per municipality. National OSSs or trusted institutions that can support with Know-How, Information and Consultation at best free of charge, are recommended. We support the idea of consultation and financial support but due to very different states of implementation and favor in the different member states, a strong funding pot from the European Union to fund initial activities will be necessary.

The future of energy sharing seems bright if the recommendations we see in the Energy Communities Action Plan are actually implemented on a national level. This Policy Brief gives an overview of the European situation and outlook; if you want to dive deeper into the national legislation of the different national states,

please visit the other policy briefs in the respective language [here](#).

ECOEMPPOWER



The project ECOEMPPOWER - ECOsystems EMPOWERing at regional and local scale supporting energy communities receives funding from the European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA) under Grant Agreement n°101120775.